"Amenagement urbain-aménagement du territoire, même combat !" par Pierre VELTZ

5 à 7 conçue et animée par Ariella Masboungi avec la contribution de Pierre Mansat, adjoint au Maire de Paris

Ariella Masboungi

Bonjour et merci d'être là par ce temps glacial. Nous allons avoir un débat autour de Pierre Veltz et de Pierre Mansat, sur le thème « aménagement du territoire, aménagement urbain : même combat », ce qui est très loin d'être une évidence à l'heure où, par exemple en Grande Bretagne, se dessinent des projets urbains multiples dans des villes britanniques, toutes mises à l'encan au privé, sans être en appui sur la planification pourtant légendaire du savoir-faire britannique en la matière. Le propos de Pierre Veltz est très attendu. Je vous recommande très fortement le livre qu'il va évoquer aujourd'hui, La grande transition, très beau livre, d'une écriture extrêmement compacte, sans jargon, qui exige le fait d'être lu deux fois pour aller plus à fond, pour annoter. C'est d'une richesse fantastique et ça mérite vraiment d'être lu.

Pierre Veltz ingénieur des Ponts-et-Chaussées, polytechnicien, est aussi sociologue et économiste. Bien plus connu comme chercheur que comme praticien, il a dirigé l'école des Ponts-et-Chaussées, l'Institut des Hautes Etudes de Développement et d'Aménagement des Territoires Européens. Ses recherches sont très connues, notamment grâce à un site toujours vivant, où vous pouvez vous informer. Ses recherches portent sur de nombreux sujets, la dynamique territoriale, la mondialisation, les mutations dans l'organisation des firmes et du travail, c'est le grand spécialiste de la mondialisation et des territoires. Aujourd'hui, il est un très jeune aménageur puisqu'il a pris en charge les destinées de l'Opération d'Intérêt National du plateau de Saclay, espace stratégique pour le devenir de la métropole, et au fond c'est venu assez naturellement dans la foulée de son métier très récent, qui est d'avoir dirigé la mission Région Capitale auprès de Christian Blanc, en 2008. Il a publié de très nombreux ouvrages, on ne les citera pas tous mais on peut citer *Mondialisation, Villes et Territoires*, *L'économie d'archipel ; Le nouveau monde industriel* ; *Des lieux et des liens*, etc.

Dans *La grande transition*, il décrit la mutation économique, culturelle et sociale qui serait sans équivalent depuis les Trente Glorieuses. L'originalité du livre est de lier ces questions économiques et sociologiques à la dimension territoriale et géographique, comme une composante essentielle de la compréhension du présent et des scénarios d'avenir. Nous débattrons avec lui du lien entre les politiques métropolitaines, les politiques nationales qu'il appelle de ses vœux à l'heure de la réforme territoriale, et à l'heure où une pensée de la stratégie du territoire au plan économique et urbain est très attendue. Il évoquera aussi ce qui fait l'économie d'un territoire, avec des idées pas toujours à la mode, en tout cas parfois à contre-courant, comme par exemple l'importance de l'économie traditionnelle – il

ne fait pas de distinction aussi dure et tranchée entre les *high-tech* et les *low-tech*, il vous l'expliquera. Il insistera aussi sur l'importance des territoires, de l'action des aménageurs, urbanistes, et autres acteurs de la ville pour embellir les territoires, pour mieux accueillir les habitants, pour avoir une dynamique du foncier, de l'habitat, pour construire des projets, ce qui est la grande spécificité française, ceci au service d'une dynamique productive du territoire, et il appelle aussi au territoire laboratoire de transition.

Pour débattre avec lui, c'est de rigueur dans ces rencontres, notre invité est Pierre Mansat, un habitué du 5 à 7 et du Club Ville Aménagement. Pierre Mansat est maire adjoint de Paris. Déjà dans l'opposition en 1999, quand il était élu de la Ville, il a créé le réseau Paris Métropole démontrant son intérêt de très longue date pour la question de la métropolisation de Paris. Comme maire adjoint, il a proposé au maire de Paris, Bertrand Delanoë, de s'investir sur la question des relations Paris-banlieues, grande innovation par rapport aux périodes précédentes. Cette délégation, il la conduit avec souplesse, beaucoup d'engagement, avec une vraie vision. Les impacts de son exercice professionnel ont été si évidents que dans le deuxième mandat, il a été confirmé et sa mission a été amplifiée. Pierre Mansat a créé la Conférence métropolitaine de Paris, qui s'élargit aujourd'hui pratiquement à l'ensemble des départements, dépassant la première couronne, ce qui était un des débats que nous avions eus avec François Ascher, dans les rencontres du Club Ville Aménagement, qui appelait justement à une mobilisation sur la deuxième couronne. Pierre Mansat s'est beaucoup investi sur la consultation du Grand Paris, il va sans doute, il nous dira si c'est confirmé ou pas, présider aux destinées de l'Atelier du Grand Paris, si un accord est trouvé entre les collectivités locales et l'Etat.

Pierre Veltz

Bonjour à toutes et à tous, merci d'avoir bravé les éléments pour venir en début d'après-midi dans ce beau quartier parisien. La salle est pleine d'amis, de gens que je connais, c'est d'autant plus impressionnant pour moi de vous parler. Je vais essayer de vous présenter les idées générales de ce livre, qu'Ariella a mentionné à l'instant.

J'ai voulu faire une synthèse qui rassemble beaucoup d'éléments qu'on trouve en général dans des approches assez disjointes les unes des autres. En particulier on a beaucoup de travaux sur les transformations économiques, les transformations sociologiques, les transformations culturelles de notre pays, dans cette période charnière actuelle. Et puis on a des livres sur le territoire mais assez souvent, le lien n'est pas fait. Donc j'ai essayé de faire une espèce de fresque, de synthèse, qui rend le livre un peu touffu et dense, pour essayer de lier les diverses dimensions. Parce qu'au fond, ma conviction c'est de démontrer que le territoire n'est pas simplement un cadre, un espace au départ neutre dans lequel viendraient s'inscrire des logiques économiques, des logiques sociales, des logiques culturelles, mais que le territoire est un acteur de cela. Les économistes ou les sociologues vous parlent en général des grandes évolutions de la société en faisant abstraction de la structure géographique, de la structure territoriale du pays. Or je pense que la structure territoriale joue un rôle très fort, très déterminant dans le contenu même des trajectoires sociales et économiques du pays. C'est particulièrement vrai pour les Trente Glorieuses et je l'illustrerai dans un instant : ce qui s'est passé dans les Trente Glorieuses en France est très lié à la géographie, avec toute la contingence spécifique de la France telle qu'elle était au sortir de la guerre. Mais ce qui est vrai pour le passé est vrai aussi pour le présent, et très certainement pour le futur. En d'autres termes, il y a une trajectoire de codétermination économique, sociale, et géographique du pays que j'essaie de mettre en évidence.

La deuxième idée est de dire qu'il y a France une grande distinction entre ce qu'on appelle l'aménagement du territoire, avec son échelle de référence qui est le pays tout entier, ses institutions – la DATAR et tout ce qui tourne autour – et puis les échelles urbaines avec d'autres institutions. Bien sur il y a des recouvrements entre les problématiques, entre les communautés, que ce soit les communautés d'étude, d'analyse ou de praticiens, mais en réalité on a quand même toujours ces deux

niveaux. C'est le titre qu'on a donné à l'après-midi : je pense que la distinction entre ces deux niveaux est de moins en moins pertinente. Ce qui se passe aujourd'hui dans les métropoles, dans les territoires urbains, a d'entrée de jeu un impact national, et inversement, on ne peut pas parler d'une stratégie nationale si on ne parle pas d'abord de ce qui se passe dans les villes et les métropoles.

Je procèderai en plusieurs temps. Je vais d'abord vous proposer un parcours de résumé du livre, non pas de l'ensemble mais de certaines approches particulières. Je commencerai par présenter quelques-uns des moteurs de cette grande transition que nous sommes en train de vivre. Je montrerai dans un deuxième temps en quoi cette transition est très différente de celle, également profonde, qu'on a connue dans ce pays pendant les Trente Glorieuses. J'essaierai ensuite de dire quels sont les grands défis que tout cela pose aux politiques publiques, et en particulier aux politiques à la fois d'aménagement du territoire et d'aménagement urbain, puisque vous l'avez compris, je plaide pour un rapprochement de ces deux thématiques.

Je suis content que Pierre Mansat ait accepté de discuter parce que, vous verrez dans mon propos que, à mon avis, ce qui se passe dans le Grand Paris est une assez bonne illustration de ce qui se passe dans l'ensemble du pays. Je pense aussi que la question de Paris, au sens large, est une question centrale pour la France, de manière générale. On peut d'ailleurs un peu regretter que dans les réflexions qui ont lieu en ce moment, je pense au travail des architectes, à Christian Blanc, à toutes les réflexions qui se sont développées depuis maintenant deux-trois ans sur le Grand Paris, la question de l'articulation avec le reste du pays n'ait pas été davantage posée. On a un peu parfois l'impression que Paris est une île, que l'Ile-de-France est une île en France, alors qu'en fait, rien n'est plus faux. Ce qui se passe à Paris intéresse au premier chef ce qui se passe dans le reste du pays, et réciproquement. La question de la place de Paris dans le système territorial, économique, culturel français, est une question absolument majeure, surtout à l'époque de l'internationalisation.

Les moteurs de la grande transition

Je passe très vite sur mon premier point, qui est de savoir quels sont les grands changements.

Premier sujet, la démographie, la question du vieillissement de la population et du difficile équilibre intergénérationnel que nous connaissons en France. C'est vrai que, comme ça a été dit souvent, la jeunesse a été au cours des 20 ou 30 dernières années, la variable d'ajustement des mutations françaises, et qu'il y a là potentiellement un problème très important. Si on prend le marché du travail par exemple, on sait bien que dans toutes les turbulences qu'on a connues, les *insiders* – ceux qui sont bien installés dans le marché du travail – ont réussi à protéger leur place contre les nouveaux entrants. Je dis contre parce qu'il s'agit d'une lutte sourde, et parmi les nouveaux entrants, les jeunes sont en première ligne. Je fais partie de ceux qui pensent que si on n'a pas une politique de la jeunesse, on va dans le mur. Heureusement, ma génération, qui est celle des soixante-huitards, arrive à la porte de sortie, je pense que c'est une très bonne chose pour le pays, pas forcément pour les individus, mais c'est une très bonne chose pour le pays parce que dans les dix années qui viennent il va y avoir une libération, parce que nous aurons cédé la place.

Le deuxième sujet, que je ne vais pas développer, est la montée de nouvelles formes d'individualisme, celles que François Ascher caractérisait avec son concept de société hypertexte et hypermoderne. Comme lui, quand j'utilise ce terme d'individualisme, ou d'individualisation, ce n'est pas dans un sens péjoratif, ce n'est pas l'égoïsme, c'est simplement une nouvelle façon de vivre en société,

où les liens, les choix dans tous les domaines de la vie, sont beaucoup moins contraints par l'environnement, par la tradition, de plus en plus électifs, de plus en plus ouverts, avec aussi tout ce que cela peut générer comme charge d'anxiété voire d'angoisse chez ceux qui préfèreraient un monde plus immunisé, plus nourri de protections traditionnelles. Ce n'est pas la négation, ni même l'érosion du lien social, mais l'émergence d'un nouvelle forme de lien social (comme le montre aussi très bien Alain Ehrenberg)

La troisième grande évolution est celle de l'hyper-connectivité, nous la vivons tous avec les objets que nous transportons sur nous. Il se trouve que j'ai perdu tout à l'heure mon portable et je me sens complètement nu. Mais vous voyez à quel point nous sommes devenus accros à tous ces objets, qui nous permettent d'être nomades, et qui font évoluer nos vies de façon très spectaculaire, si on prend l'échelle de temps sur laquelle ça se passe : vous ne vous souvenez pas de la façon dont vous viviez il y a cinq ans, sans ipod, sans portable, avec des mails qu'il fallait aller voir au bureau. On est là quand même dans un changement majeur, et surtout quand l'appel ou le mail peut venir de Pékin ou de Los Angeles au même titre que du bureau voisin. Cette hyper-connectivité est un changement extraordinairement profond, qui remodèle aussi les façons que nous avons de faire société. L'explosion des réseaux sociaux est une chose spectaculaire, très générationnelle mais quand même spectaculaire. Cela crée non pas une espèce d'interactivité ou de communication généralisée très ouverte, mais au contraire une tendance à renforcer des tribus existantes ou des groupes d'affinités déjà existants, toutes les études le montrent. Tout ceci nous mène vers ce que Jean Viard appelait d'un terme extrêmement bien choisi, une société d'archipels. Nous vivons tous dans un archipel, dans plusieurs archipels pour certains d'entre nous. Ceux qui ont moins de ressources culturelles ont tendance à vivre dans des archipels plus limités, d'autres dans des archipels en explosion, mais c'est un mode de vie en société très différent de celui que nous avons connu.

Le dernier point, si je prends un point de vue plus macroscopique, c'est la nouvelle étape de ce qu'on appelle la mondialisation ou la globalisation – je ne fais pas trop de différence entre les deux termes. Elle est surtout caractérisée par l'explosion de la dimension financière, pour le meilleur et surtout pour le pire. Mais elle est aussi caractérisée par une forme de mondialisation dans l'économie dite réelle qui est très différente de celle qu'on a connue au cours des dernières années, et qui est très largement modelée par les nouvelles formes de communication, qu'il s'agisse des communications informationnelles ou de la circulation des marchandises – parce qu'on oublie toujours que le transport maritime est une des clés du monde d'aujourd'hui et c'est pour ça que la problématique Paris port est à mon avis très importante. Cette mondialisation, je la caractérise après d'autres comme une mondialisation à maille fine, à haute résolution : c'est-à-dire qu'au lieu de s'appuyer sur de grosses entités en interaction les unes avec les autres, elle s'appuie aujourd'hui sur des unités de plus en plus petites, des tâches individuelles, ou des groupes de tâches individuelles, qui sont mises en réseau sur des échelles géographiques et d'ailleurs aussi institutionnelles et sociales totalement inédites. Pour faire image, on peut dire que la mondialisation a commencé avec le système international de la fin du XIXème siècle, avec des grands pays comme l'Angleterre échangeant avec d'autres grands pays. Puis on a eu les multinationales : c'était encore de grandes entités à l'intérieur de systèmes nationaux qui étendaient leurs réseaux sur l'ensemble du monde. Et puis plus ça avance et plus on s'aperçoit que le tableau devient indéchiffrable, puisqu'il s'appuie sur des entités de plus en plus petites. Si vous prenez aujourd'hui le circuit de production de n'importe quel objet, on a des chaînes d'activités extrêmement dégroupées, où une multitude d'opérations se succèdent sur des échelles géographiques très vastes. Une brosse à dents électrique haut de gamme passe par une dizaine de pays et les composants parcourent 80 000 km avant d'être assemblés en Californie pour le marché californien. C'est un

changement profond, parce que cela signifie qu'aujourd'hui, sont mis en concurrence non pas des pays, non pas des régions, mais des sites voire des individus, ou des groupes d'individus.

Un économiste comme Krugman – qui a reçu le prix Nobel l'année dernière et dont je vous conseille ardemment les chroniques dans le New York Times – nous a longtemps expliqué, comme la plupart des économistes, que le commerce international n'avait pas d'effet majeur sur ce qui se passait à l'intérieur des pays, contrairement à ce que la vulgate raconte souvent. Mais il est lui-même revenu là-dessus en disant que dans la mesure où on est aujourd'hui dans des systèmes très éclatés, les groupes de travailleurs de tel ou tel pays sont effectivement mis en concurrence directe avec d'autres groupes de travailleurs qui se trouvent être généralement dans des pays d'Asie, et cela a pour impact de tirer les salaires du monde industriel vers le bas. C'est quelque chose qu'on a constaté dans l'ensemble du monde développé : en même temps que la globalisation enrichissait de manière spectaculaire le monde de la finance – ce qui fait qu'aux Etats-Unis on est revenus à une situation d'inégalité de revenus qui est celle de l'époque des barons voleurs, avec une part d'1% de la population qui a capté pratiquement la totalité de l'augmentation des revenus du pays – les salaires industriels, qui sont en compétition au niveau mondial, ont été fortement tirés vers le bas. Cela a conduit, aux Etats-Unis, à une situation où le moteur de consommation a été alimenté par un développement extraordinaire et parfois totalement irresponsable du crédit, qui a contribué à enrichir un peu plus la sphère financière, et au contraire à faire illusion quant à l'état réel du niveau de vie des américains et en particulier des ouvriers américains.

Cette mondialisation à grains fins change beaucoup les choses pour les territoires, parce qu'elle augmente d'un cran le degré d'incertitude économique dans lequel ils vivent les j'y reviendrai. Chaque composante de ces grandes chaînes de valeur transnationales peut être, pour des raisons totalement contingentes et aléatoires du point de vue local, mise en difficulté, même si objectivement il n'y a pas de raison particulière locale (en termes de performance, notamment) justifiant cela. La gestion économique du territoire a par conséquent énormément de mal, pour des raisons de fond, à devenir une gestion de type stratégique, et s'apparente de plus en plus à de la gestion de risque.

La transition que nous vivons est alimentée par tous ces éléments en interaction dont je viens de parler et dont vous voyez qu'ils sont extraordinairement profonds ; on va vraiment vers un monde très différent de celui qu'on a connu, parce qu'on n'est pas au bout de ces évolutions. Cela va changer nos façons de travailler, cela change déjà nos façons de vivre, cela va profondément changer le fonctionnement des villes, et notamment le rapport entre la mobilité, le travail et le domicile.

Une transition d'un genre nouveau

Des Trente Glorieuses…

J'arrive à mon deuxième point qui est de savoir en quoi cette transition, dont on ne connait pas l'issue, est extrêmement différente de celle des Trente Glorieuses, qui a été également très profonde, vous le savez tous, puisque la France des années 1970 n'avait plus grand-chose à voir avec la France des années 1945. Comment peut-on caractériser cette transition des Trente Glorieuses ?

Premièrement, on voit à quel point le territoire y joue un rôle vraiment majeur car tout se passe dans un cadre national, et selon un cercle vertueux qu'on a appelé fordiste, qui est assez simple. La séquence est en gros la suivante : des gains de productivité extraordinaires dans l'agriculture, qui libèrent dans l'ensemble du tissu provincial français une main d'œuvre extrêmement nombreuse (d'autant qu'on est dans des classes démographiquement plus nombreuses) et puis une industrie, qui

est à ce moment là principalement dans les métropoles et en particulier la métropole parisienne, qui va à la rencontre de cette main d'œuvre libérée. Contrairement à ce qui s'est passé en Italie, où on est allé chercher les ouvriers du sud pour les faire travailler à Turin ou à Milan, chez nous l'industrie est allée à la rencontre de cette population libérée par les gains de productivité dans l'agriculture. L'industrie elle-même réalise des gains de productivité formidables, qui se traduisent comme toujours par un enrichissement, qui se traduit lui-même par une marchandisation de la vie. Cela signifie que la sphère marchande gonfle, et cette sphère de la consommation alimente l'industrie : c'est le cercle vertueux qui est à l'origine des Trente Glorieuses. La dimension territoriale de ce cercle vertueux est extrêmement forte, du fait du processus de déconcentration, qu'on a appelé décentralisation à ce moment là, des industries sortant des métropoles pour aller à la rencontre de la main d'œuvre en créant toutes ces nouvelles usines dans l'ouest et dans le centre (notons que cela s'est limité à la moitié nord de la France). C'est un processus dans lequel le territoire joue un rôle tout à fait essentiel.

La deuxième caractéristique, c'est précisément cette reconversion sociale profonde. Le monde ouvrier se renouvelle complètement dans les années 1970 : une part très minoritaire d'ouvriers ou d'ouvrières, puisque ce monde ouvrier s'est aussi féminisé, est d'origine ouvrière, la plupart est d'origine artisanale ou agricole (ils deviendront après des employés). Cette reconversion très profonde a deux caractéristiques. Premièrement, elle se fait à géographie constante, c'est-à-dire avec une très faible mobilité, parce qu'encore une fois le capital est allé à la rencontre du travail et pas l'inverse. Deuxièmement, elle se déroule dans une ambiance de progrès. Pour faire image, une fille d'agriculteur en Basse Normandie qui devient ouvrière chez Moulinex, évidemment ce n'est pas le Pérou, les salaires sont médiocres, les conditions de travail épouvantables, mais c'est vécu comme un progrès. D'abord, pour la fille en question, c'est un salaire à elle, et puis avec son mari, on arrive à s'acheter une petite maison, une voiture, etc. Cette dimension est très importante dans un pays qui a toujours été et qui reste, vous allez le voir, profondément immobile, parce que nous sommes extrêmement attachés à nos territoires.

La troisième caractéristique de la transition des Trente Glorieuses, c'est qu'aussi bien les progrès que les crises sont vécus comme des événements collectifs, qui engagent à la fois des régions et des grandes catégories sociales.. La crise de la sidérurgie, la crise du textile, la crise des charbonnages, sont des événements collectifs qui touchent des régions entières, des groupes humains entiers, et qui sont régulés par l'Etat, justement parce qu'ils sont collectifs. Les charbonnages, par exemple : on n'a jamais parlé en France de la reconversion des charbonnages de la Lorraine. Cela a pourtant été une reconversion absolument massive. Je ne dis pas qu'elle a été anesthésiée sur le plan humain, parce que ce genre de transition est toujours douloureuse, et elle s'est accompagnée d'un certain appauvrissement. Mais au fond, il y a eu tellement d'argent public injecté dans ce processus, et cela n'a pas été claironné sur tous les toits, qu'il y a eu un véritable processus de reconversion. On n'a jamais connu en France le processus de dévastation territoriale que l'on peut voir aux Etats-Unis. J'ai vu l'autre jour un film sur Detroit, qui est une ville détruite aujourd'hui, dont la population est passée de deux millions à 800 000 habitants en quelques années, et où aujourd'hui, une grande partie de l'activité consiste à utiliser les friches industrielles pour faire de l'agriculture de subsistance. Les gens arrivent ainsi quand même à manger, et une autre partie importante du territoire devient de l'agriculture rentable puisque des entreprises se sont aperçues qu'on pouvait faire de l'agriculture urbaine rentable.

…à la Grande transition

Si j'arrive à la situation actuelle, le cadre sur ces trois points – l'aspect national, l'aspect faible mobilité et l'aspect collectif – est complètement différent.

Premièrement, le cadre est ouvert et international depuis un bon bout de temps, c'est-à-dire que tout simplement, le cercle vertueux fordiste dont je vous parlais tout à l'heure ne fonctionne plus. Vous faites des gains de productivité, vous gagnez en salaire, mais avec ces salaires vous allez acheter des ordinateurs taïwanais ou des voitures allemandes. Donc ça marche encore, mais d'une certaine façon, à l'échelle du monde. Les gens n'ont plus,comme dans la période précédente, le sentiment que quand la mer monte, tous les bateaux montent ensemble, et que le progrès est partagé. Les grandes entreprises françaises, qui continuent à tirer l'économie française avec un niveau de succès tout à fait remarquable– on le dit rarement mais les grands groupes français sont des *success stories* à l'échelle internationale – ont depuis un certain temps complètement arrêté d'investir en France et sont essentiellement tournées vers le reste du monde. Elles continuent à tirer l'économie française par la sous-traitance. Le tissu industriel français est devenu très largement un tissu de sous-traitance, à l'inverse de ce qui se passe en Allemagne, où il existe un tissu de très grosses PME qui ont leur propre autonomie sur les marchés internationaux. Je ne veux pas être trop long, mais évidemment, le fait que ce cercle vertueux ne fonctionne plus a des effets de dislocation importants et en particulier a tendance à rouvrir les inégalités.

Deuxièmement, alors que la reconversion des Trente Glorieuses avait pu se faire sur place, aujourd'hui, les gagnants et les perdants des processus de changement ne sont pas au même endroit. Ils ne sont pas non plus dans les mêmes catégories sociales. Il y a une dissociation à la fois sociale et géographique, qui est accentuée par la crise récente. (Petite remarque au passage, j'ai écrit ce livre avant la crise, donc il faudrait le revoir, mais au fond je me suis aperçu que les thèses étaient pour l'essentiel robustes, même si la crise a évidemment apporté un certain nombre d'inflexions). Pour faire image, les gagnants ce sont les jeunes qualifiés dans les secteurs à forte valeur ajoutée en croissance, les perdants sont ceux qui sont dans les secteurs manufacturiers en fin de cycle. Ils ne sont vraiment pas au même endroit et la crise a accentué les choses. Laurent Davezies a fait récemment une étude pour la Caisse des dépôts, un premier bilan territorial de la crise. La chose qui ressort le plus est que d'une part les métropoles s'en sortent beaucoup mieux que ce qu'on pouvait attendre, ce qui est surprenant, et que d'autre part la crise est exclusivement concentrée sur les secteurs manufacturiers, et pas forcément sur les mauvaises entreprises. En raison de cette situation internationale, de cette mondialisation à grains fins, vous avez aujourd'hui de très bonnes entreprises qui sont emportées par la crise. On ne peut pas dire simplement qu'il s'agit d'une sorte de purge où les entreprises anciennes et médiocres sont déblayées. C'est particulièrement injuste : l'épicentre est à Wall Street et la City, et c'est le reste du monde qui paye, et en particulier ces pauvres gens de l'industrie qui sont les premiers à souffrir, d'autant que dans cet univers de sous-traitance, quand les choses vont mal, ce sont toujours les sous-traitants de deuxième ou troisième rang qui trinquent en premier. Comme les gagnants et les perdants ne sont pas au même endroit, qu'on a beaucoup mis en exergue les phénomènes de crises locales liée aux délocalisations, justement parce que ça se passe souvent dans des petites villes de province où une usine est en situation de mono activité, l'effet psychologique et l'effet social sont multipliés par rapport à la réalité objective des choses.

On pourrait se dire que si les gens avaient un comportement rationnel au sens des économistes, ça devrait se réguler par la mobilité. C'est ce qui s'est longtemps passé aux Etats-Unis : Detroit ferme, que font les gens ? Il y a ceux qui restent sur place parce qu'ils ne peuvent vraiment pas partir, mais ceux qui ont des qualifications à peu près présentables sur le marché du travail, eux, vont chercher ailleurs. Il y a des villes qui meurent et puis on en reconstruit d'autres, etc. En France, cela ne

se passe pas comme cela, parce que les phénomènes de désajustement, qui font que dans certaines régions on a trop de main d'œuvre et dans d'autres on n'en a pas assez, se régulent très peu par la mobilité résidentielle. Cela s'explique par plusieurs facteurs. Il y a des amortisseurs puissants, qui n'existent pas aux Etats-Unis, qui font que les gens arrivent quand même à rester là où ils sont. Il y a aussi un effet classique qui fait que si la situation est très mauvaise, ça devient plus difficile de partir. J'ai lu récemment une étude sur les Etats-Unis qui disait que si aujourd'hui le chômage a autant augmenté aux Etats-Unis – et vous savez que c'est très important pour nous, car ça pèse beaucoup sur les politiques d'Obama, donc par contrecoup sur ce qui nous arrive à nous – c'est en grande partie parce que le mécanisme de mobilité joue moins aux Etats-Unis. Du fait de la crise immobilière, les gens sont englués, ils sont scotchés à leur territoire. La deuxième chose qu'on dit moins, c'est que la mobilité professionnelle fonctionne très mal en France. On a de la mobilité professionnelle à l'intérieur de certaines sphères, mais très peu d'une sphère à l'autre, et en particulier très peu de gens qui acceptent de passer du monde industriel au monde des services. J'avais suivi d'assez près ce qui s'était passé quand Moulinex a fermé en Basse-Normandie, on a proposé aux ouvrières licenciées de se reconvertir dans les services, en disant il y a un formidable potentiel dans le domaine des services à la personne – vous savez combien c'est un sujet qui est à la mode et effectivement c'est un secteur qui créé beaucoup d'emplois – et une partie importante des réactions étaient du genre « attendez, nous on est des ouvrières, on n'est pas des domestiques ». S'occuper des petits vieux était vécu comme une forme de déchéance. Les statistiques montrent que ce type de reconversion existe extrêmement peu.

Troisièmement, les crises et les progrès ne sont plus collectifs : on est passé du macro au micro, à l'éclaté, au fragmenté. Même à l'intérieur des familles, vous avez des gens qui, avec les mêmes atouts, les mêmes études, ont de bonnes trajectoires et d'autres qui ont de mauvaises trajectoires. Il n'y a plus ces effets de groupe, et ça devient difficile de réguler. Il est intéressant de regarder où se situent géographiquement les foyers de crise. J'avais regardé cela déjà avant la crise actuelle : l'*Usine nouvelle* publie régulièrement une carte des sites en difficulté, et ce qui est frappant c'est qu'on a aucun pattern géographique qui apparait clairement, si ce n'est que certaines régions sont plus touchées que d'autres. Mais à l'intérieur de ces régions, c'est très variable. C'est très variable d'une petite ville à l'autre, c'est très variable d'un groupe à l'autre, il y a brusquement une entreprise dont tout le monde croyait qu'elle était en bonne santé qui ferme. On n'a plus ces grands blocs de la période précédente et donc la régulation est très difficile. Aujourd'hui, les secteurs les plus en difficulté, dont on parle très peu, ce sont des secteurs souvent ruraux, parce que l'industrie est devenue essentiellement rurale en France. Là où on trouve le plus fort taux d'ouvriers en France, c'est dans le monde rural, dans des régions comme la Picardie par exemple. Et c'est là que les choses vont le plus mal, mais de manière très différenciée. Comme le monde ouvrier a sociologiquement explosé parce qu'il n'y a plus de grandes usines, il n'y a plus que des PME un peu partout, il n'y a plus de prise en charge collective de ces sujets là. Au fond, on est très polarisés sur les situations d'extrême difficulté que connaissent certaines de nos villes – enfin on ne fait pas grand-chose mais on en parle beaucoup – mais il y a des situations pires où non seulement on ne fait rien mais on n'en parle même pas, ce qui est encore plus dramatique. Ça c'est le versant sombre. En même temps, on voit que l'on a dans ce pays des amortisseurs tout à fait extraordinaires, parce qu'un pays où vous avez la moitié du PIB qui est socialisé en prélèvements obligatoires, a évidemment des capacités de réguler les chocs tout à fait considérables. De ce fait, dans beaucoup de régions de France, la crise est relativement indolore. Le grand paradoxe étant que les régions qui se portent le mieux sont aussi celles qui sont les plus éloignées du système productif. Je pense que beaucoup d'entre vous connaissent les travaux de Laurent Davezies là-dessus.

Les mutations du territoire

Tout ça nous dessine un territoire qui est très nouveau. Qu'est-ce qui le caractérise ? J'ai noté cinq points.

Premier point, un événement historique, qui est la fin de l'exode rural, ou la désertification rurale. L'ironie de l'histoire fait qu'on n'a jamais parlé autant de désertification rurale qu'au moment où elle commençait à se terminer. Je vais vous le montrer tout à l'heure, il y a un repeuplement généralisé de la France, qui va bien au-delà du périurbain. Du coup on ne sait pas très bien quel nom lui donner, et encore c'est sans parler des résidences secondaires, de la multirésidence, on ne parle que des résidences principales. Ceci est porté par deux choses en termes de mobilité. L'ampleur des mobilités quotidiennes a explosé : le nombre de kilomètres parcourus par habitant et par famille a considérablement augmenté, ce qui est quand même le prix à payer pour être dans ces tissus extrêmement peu denses aujourd'hui, et en même temps il y a une construction massive de maisons individuelles. Il y a également l'effet TGV qui a complètement restructuré le pays. Je trouve que la révolution TGV n'a toujours pas été appréciée à sa juste valeur, on attend toujours le grand livre qui nous explique à quel point le TGV a transformé et continue de transformer la France.

Le deuxième grand mouvement, c'est un basculement géographique majeur à l'intérieur de ce pattern de diffusion générale de l'habitat sur l'ensemble du pays : un grand basculement vers le sud et vers l'ouest. Il y a de la migration résidentielle, mais le phénomène intéressant c'est que cette migration résidentielle n'est pas la migration qui permet d'atténuer les désajustements dont je vous parlais tout à l'heure. Elle n'est pas véritablement guidée par l'emploi : dans une large mesure, elle précède l'emploi. C'est d'ailleurs un phénomène que l'on observe dans tous les pays développés : les économistes continuent à raisonner comme si la mobilité des entreprises était première et la mobilité des salariés s'en suivait. En réalité, sur le moyen-terme, c'est l'inverse qui se passe, les entreprises vont là où les gens ont envie de vivre. Le phénomène déterminant dans les mobilités résidentielles aujourd'hui, ce n'est pas l'ajustement de l'emploi, parce que beaucoup de gens vont dans des régions où le taux de chômage est extrêmement élevé, c'est la quête d'un cadre de vie meilleur.

La troisième caractéristique, c'est que tous les écarts qui existaient entre le monde rural et le monde urbain sont en train de fondre. Il y a des études de l'INSEE là-dessus, très précises, qui montrent que les grands écarts interrégionaux, de revenus par exemple, diminuent en moyenne. La France, vue de loin, est de plus en plus homogène, alors qu'avant elle était très hétérogène vue de loin et très homogène vue de près. Les écarts de revenus entre le monde urbain et le monde rural sont en forte diminution. L'accès aux services dans le monde rural a progressé de façon spectaculaire : selon une étude de l'INSEE, la part de la population située à moins de 5 kilomètres d'un certain nombre d'équipements comme les agences immobilières dans un espace à dominante rurale – qui comprend, pour l'INSEE, le rural profond – représentait 47% en 1993 et 70% en 2008. Pour les soins de beauté, c'était 36% en 1993, et près de 60% en 2008. L'étude conclut que le taux d'équipement du monde rural est largement équivalent à celui du monde urbain, voire meilleur dans un certain nombre de cas.

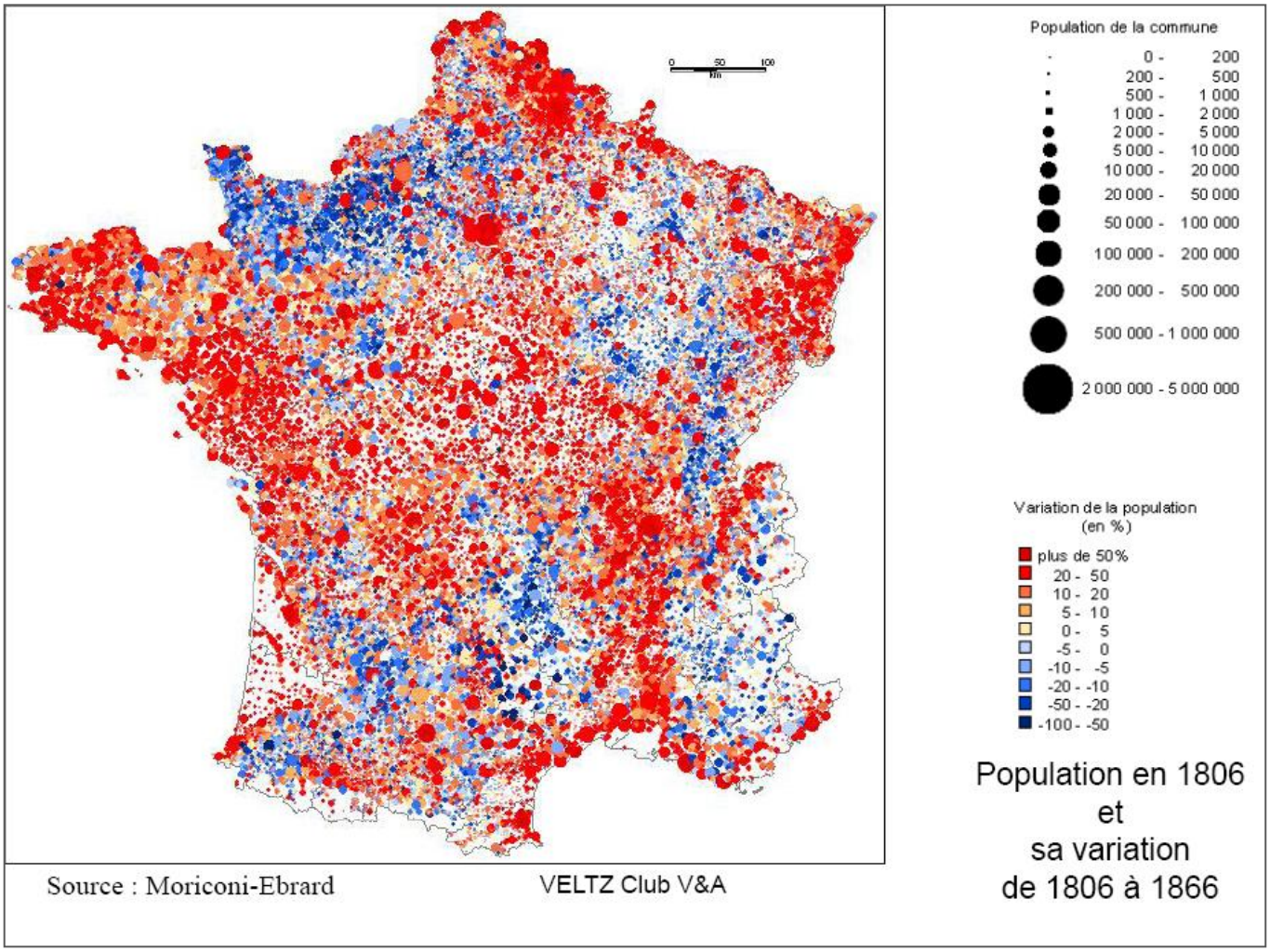
Autre aspect, les inégalités ne sont plus des inégalités macro entre les territoires, mais des inégalités micro à l'intérieur des territoires.

Enfin, il y a une forme de « grand partage ». Il s'agit d'un contraste de plus en plus net entre d'une part les régions où les ressources primaires qui font vivre le territoire sont des ressources liées au marché ouvert et exportateur (« exportateur » non pas seulement à l'international mais au sens où les débouchés dépassent le territoire local), qui représentent aujourd'hui une minorité des territoires et qui, en gros, sont ceux qui vont le moins bien, et d'autre part les territoires qui se portentle mieux, qui sont ceux où la base productive ouverte est très faible, où l'essentiel des emplois, l'essentiel des revenus primaires qui font bouillir la marmite économique sont des revenus qui sont de redistribution publique, (les salaires des fonctionnaires, la sécurité sociale) ou des revenus de redistribution privée, (le

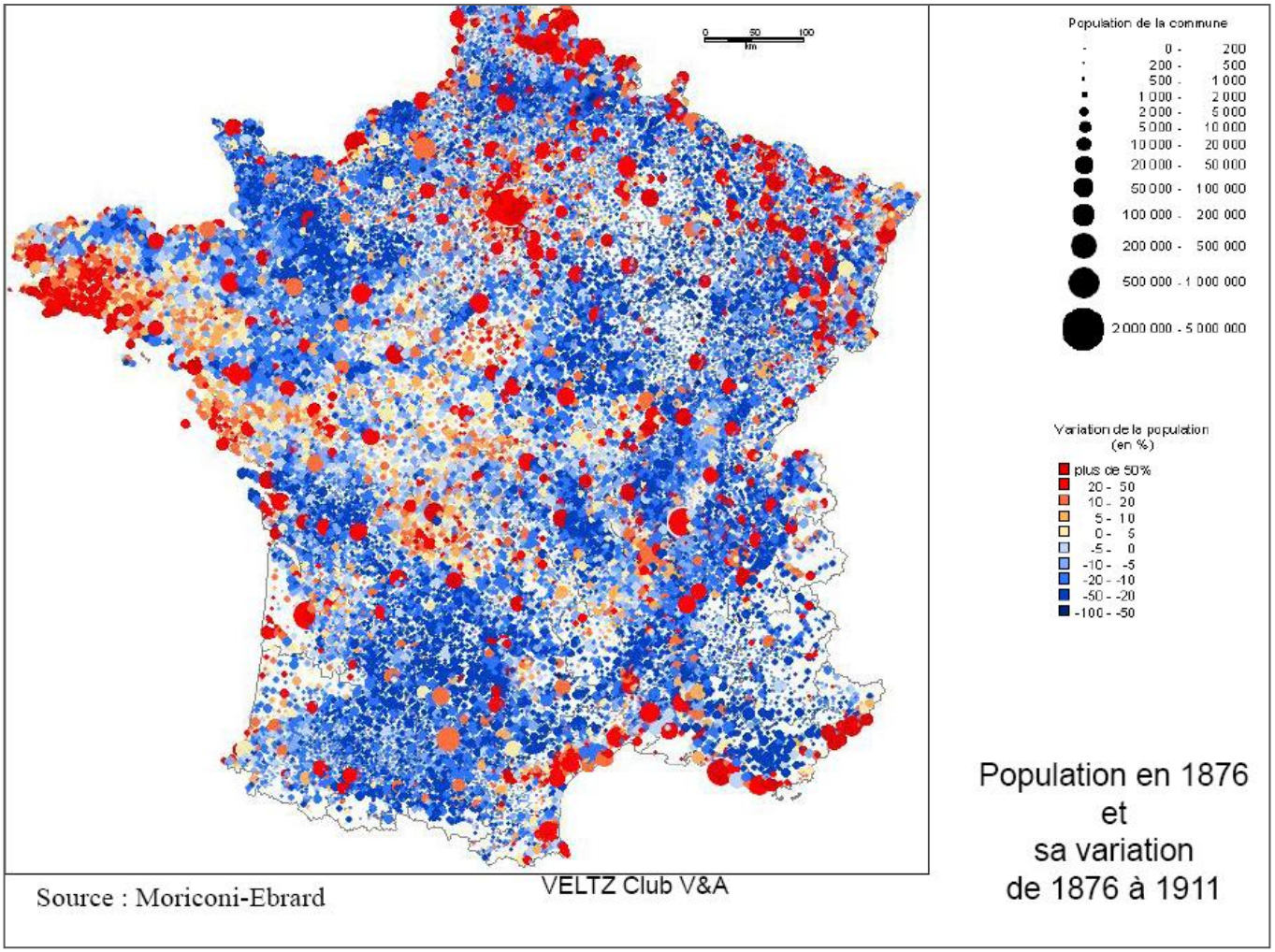
tourisme, la résidence secondaire, etc.) Ce divorce-là est en train de croitre. On a une grande partie de la France, qui a les meilleurs taux de croissance avec parfois aussi les meilleurs taux de chômage (pas toujours : le Languedoc Roussillon a à la fois le meilleur taux de croissance et un taux de chômage très élevé, mais il faut aussi voir la part d'économie parallèle, qu'on ne mesure pas), et puis des zones productives qui pour beaucoup d'entre elles vont mal, sans parler de celles qui sont véritablement en perdition, comme certaines franges du bassin parisien.

Je vais vous présenter quelques images et ensuite je conclurai. J'ai prévu de vous montrer une sorte de film de la démographie française sur un siècle et demi. Les premières cartes ont été établies par Moriconi-Ebrard. En rouge vous avez la croissance et en bleu la décroissance.

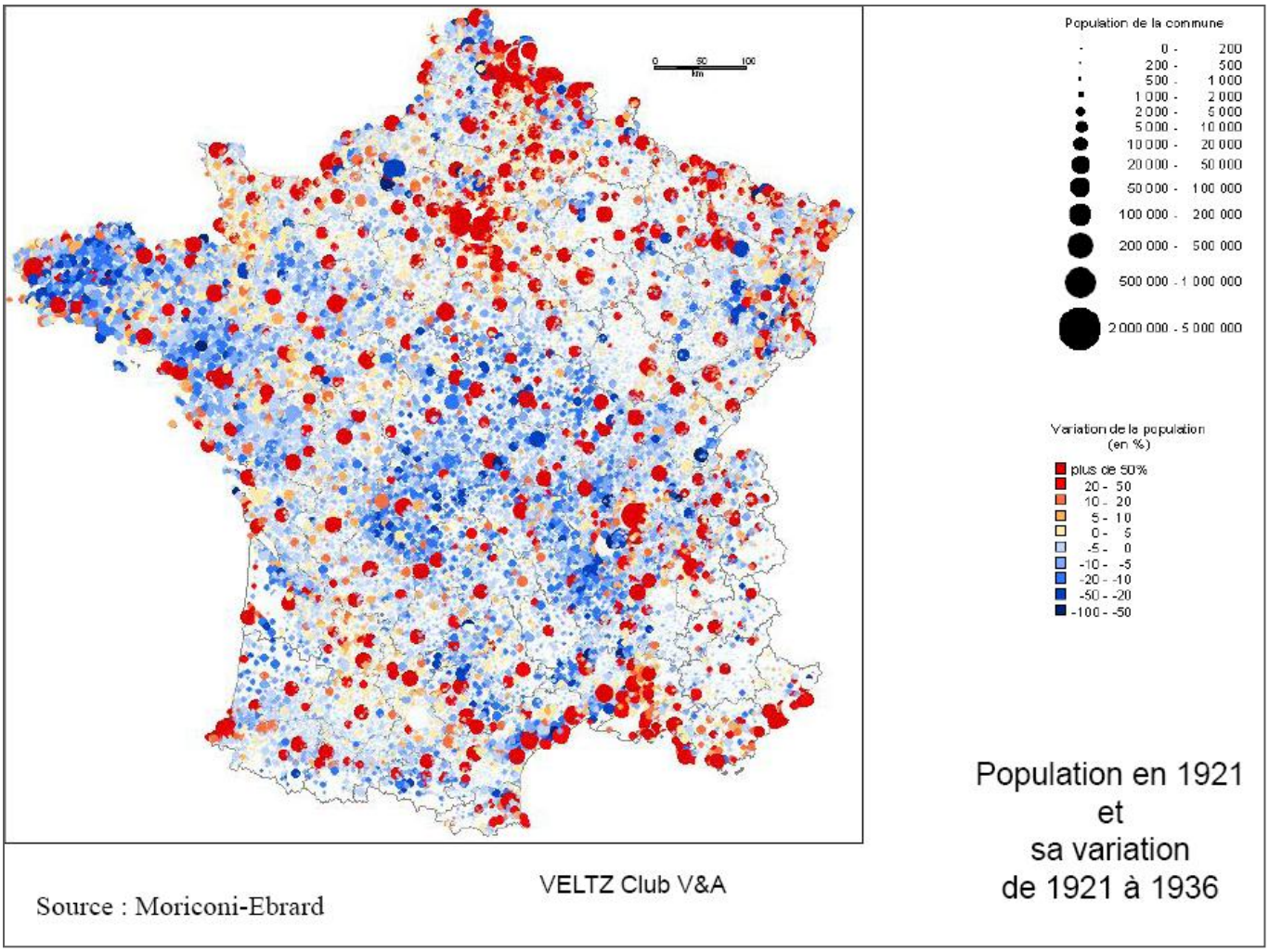
La première carte donne la variation de la population dans la première grande moitié du XIXème siècle. Vous voyez que nos provinces, en particulier l'ouest, et même des régions montagneuses, ou difficiles d'accès comme le centre de la Bretagne, sont en fait en croissance démographique très forte. C'est une France très immobile autour du village.



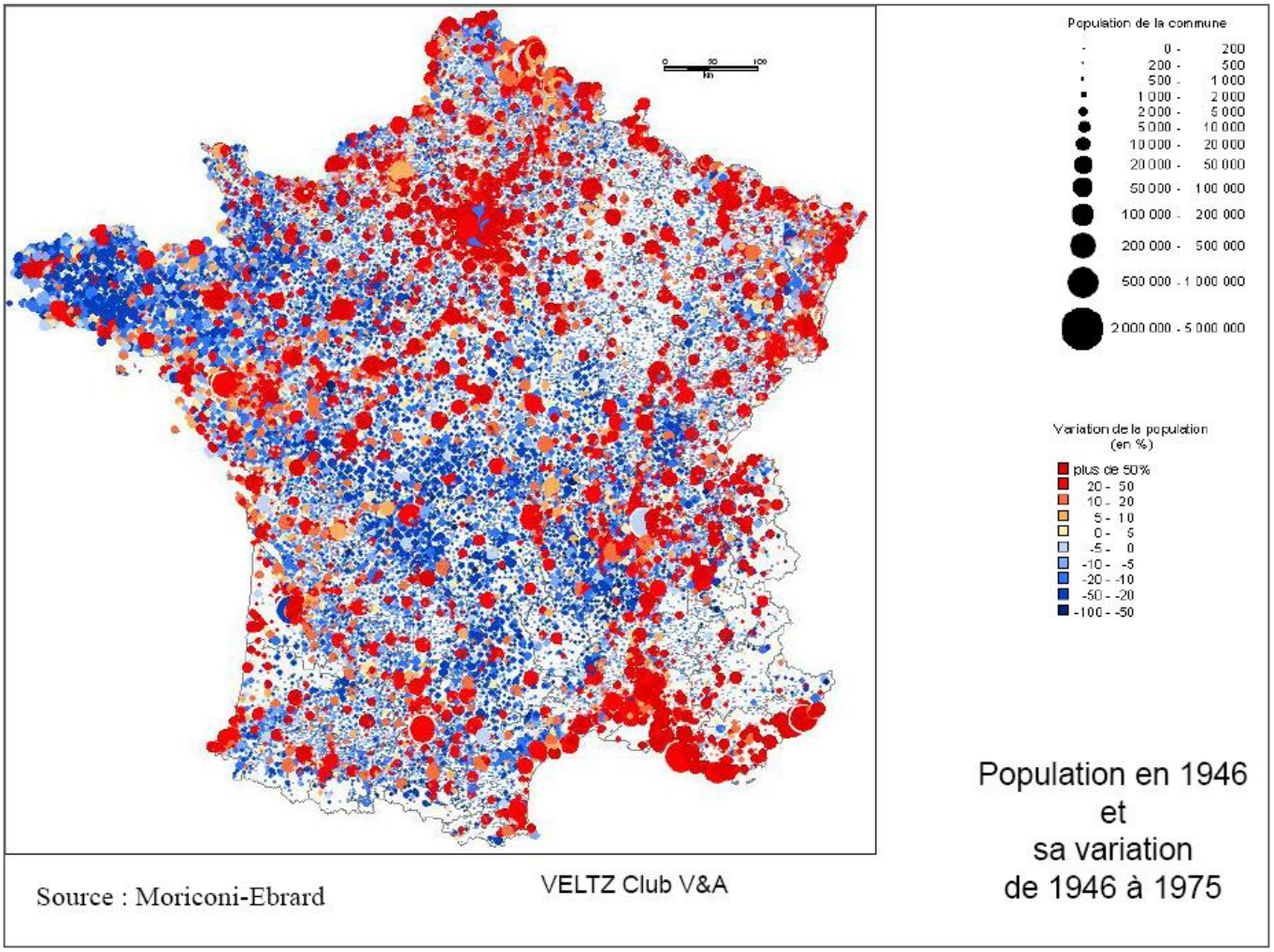
Le grand changement c'est l'exode rural, les campagnes qui commencent à se vider, pas toutes, au bénéfice d'abord des villes et ensuite de la capitale.



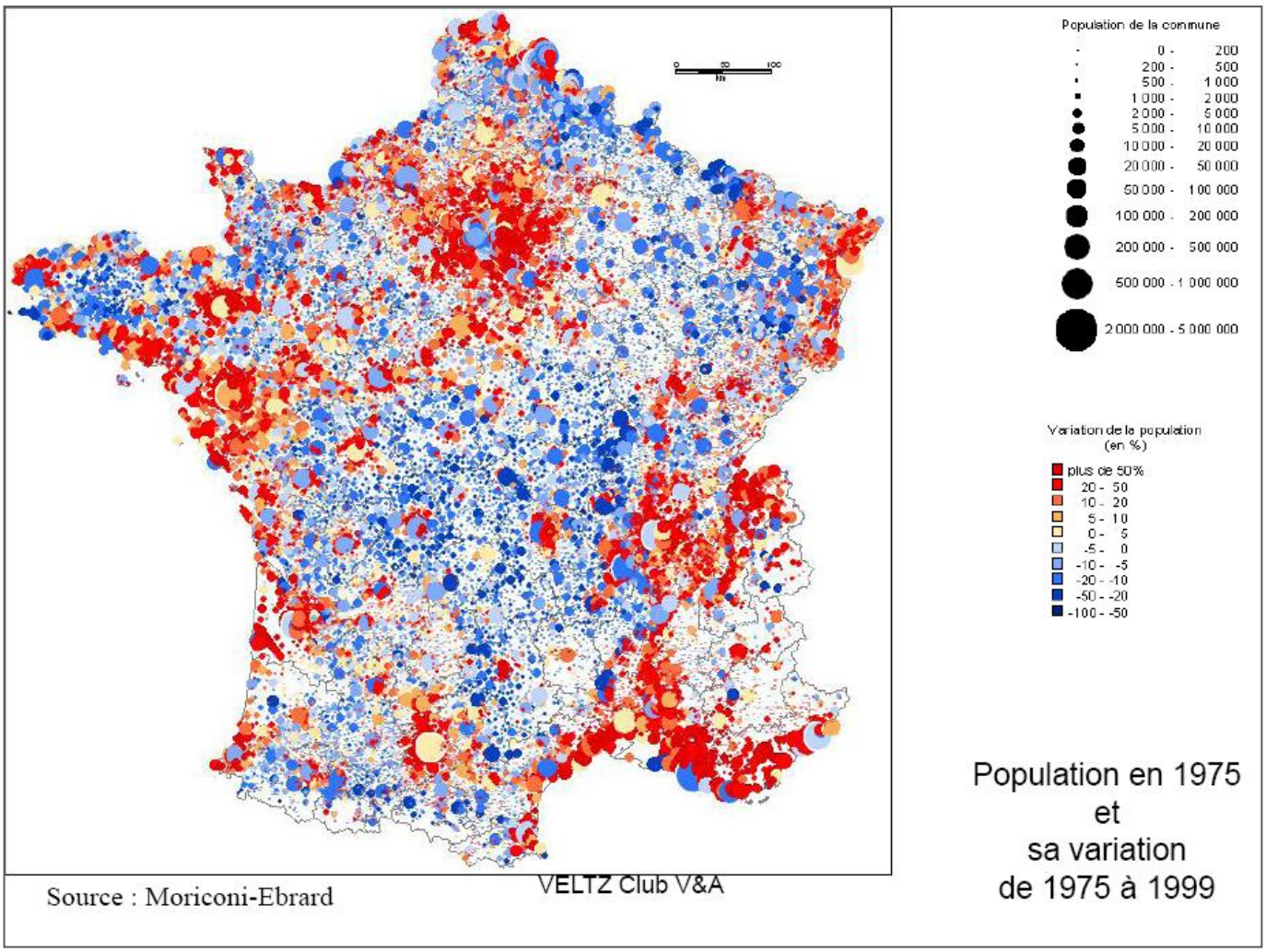
Entre deux guerres, on a une France beaucoup plus atone démographiquement puisqu'elle a été saignée par la grande guerre, mais la grande originalité est que Paris et les régions industrielles du nord et de l'est ont, eux, une croissance extrêmement forte, d'ailleurs très appuyée sur l'immigration, puisqu'à ce moment là, le potentiel démographique de la France n'est pas suffisant.



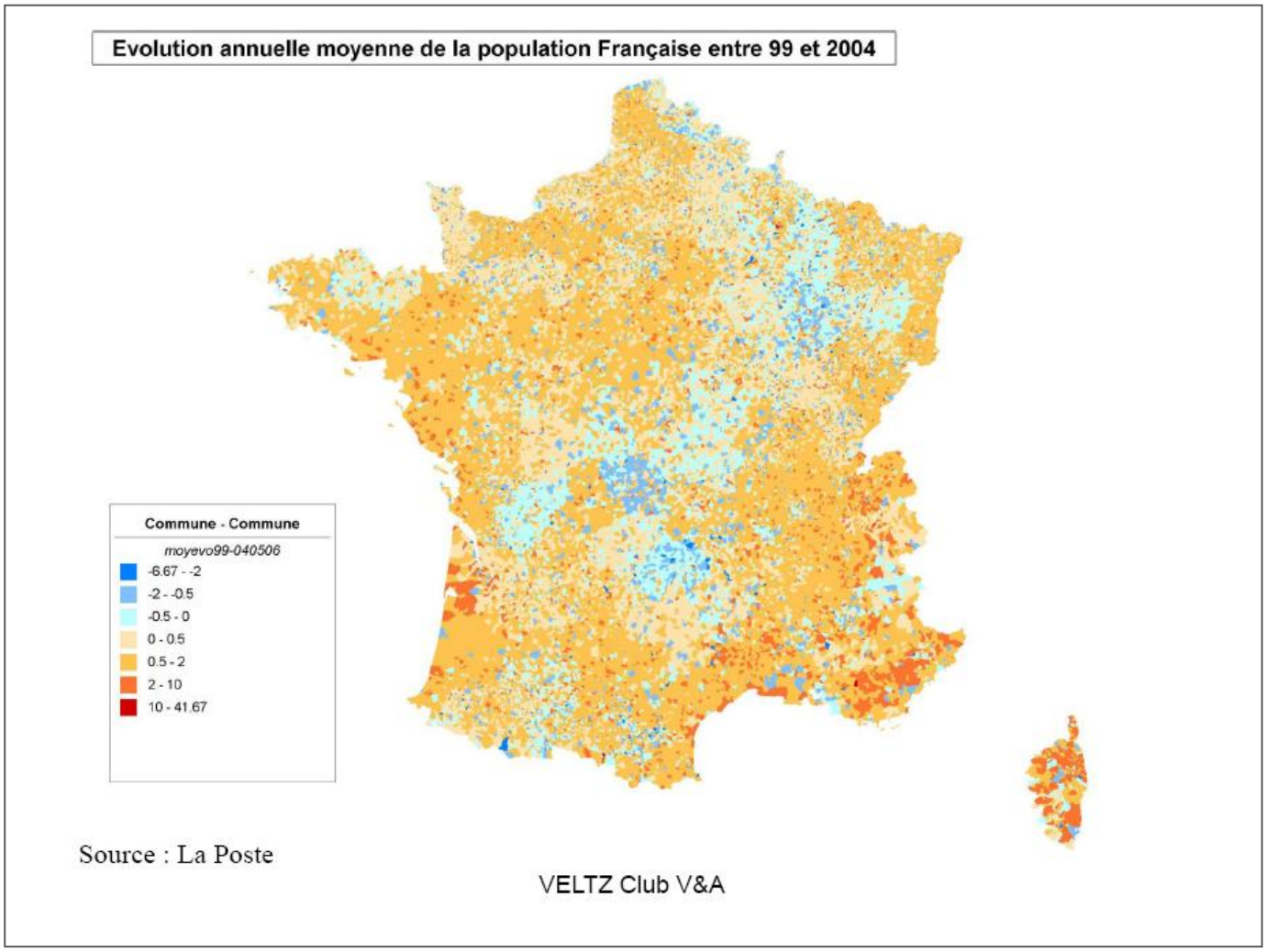
Pendant les Trente Glorieuses, on commence à voir apparaître le pattern moderne, c'est-à-dire une urbanisation autour des métropoles et autour des grands axes fluviaux, la Loire, le Rhône.



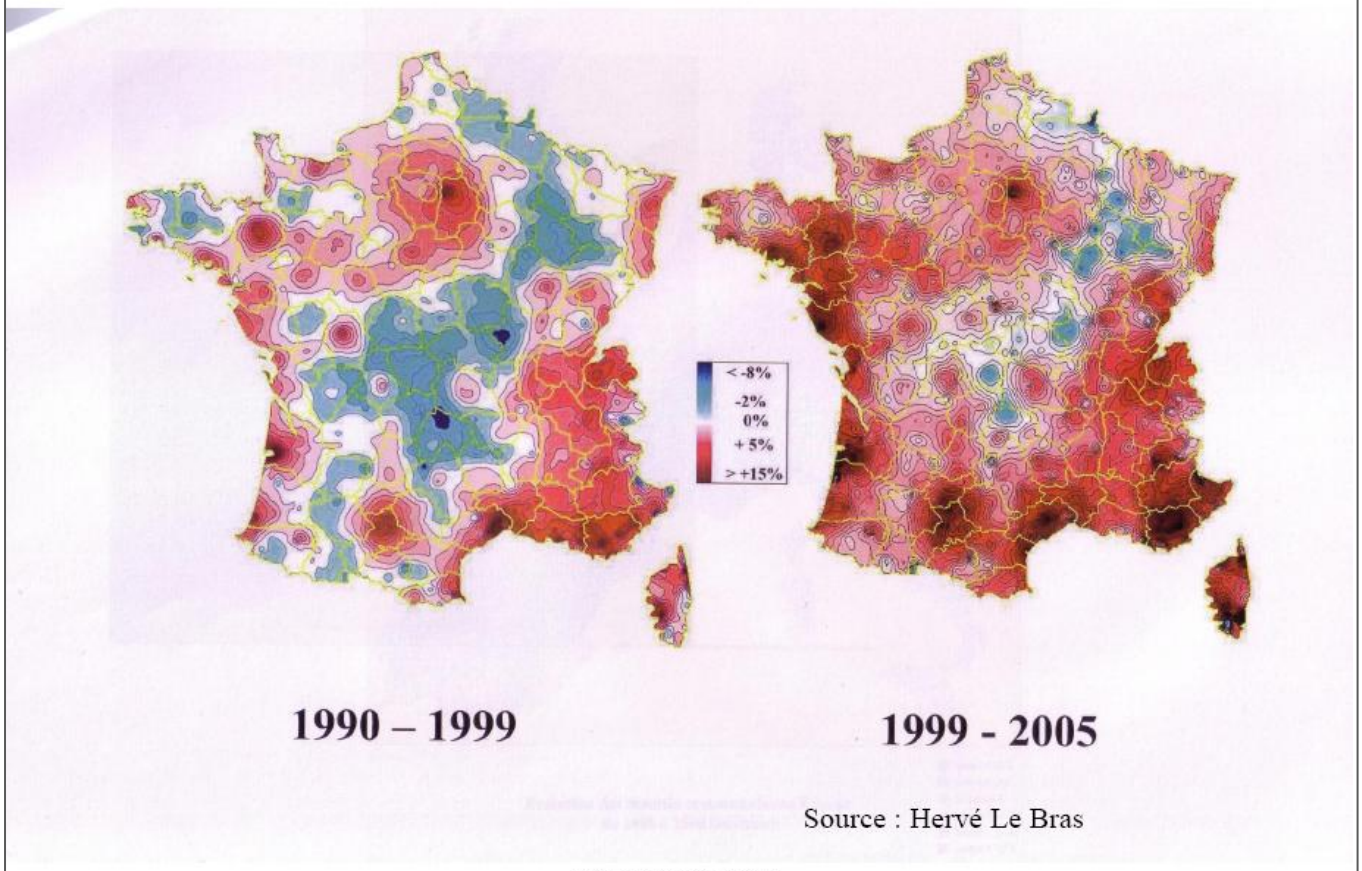
Dans les années 1980 et 1990, le processus de métropolisation apparaît. Il s'agit d'un resserrement autour de la métropole et de zones métropolitaines comme la vallée du Rhône, la Haute-Savoie, Toulouse, Bordeaux, Nantes, les littoraux. Tout le monde pensait que cette structure-là allait s'approfondir et perdurer. Mais entre 1990 et 1999 ça commence à s'atténuer très fortement, c'est beaucoup moins évident.



Entre 1999 et 2004, il y a encore des zones de décroissance démographique, certaines parties du Massif Central, le cœur du Limousin, mais presque tout le reste devient positif, c'est un changement radical et très inattendu par rapport à ce qu'on avait tous pronostiqué.



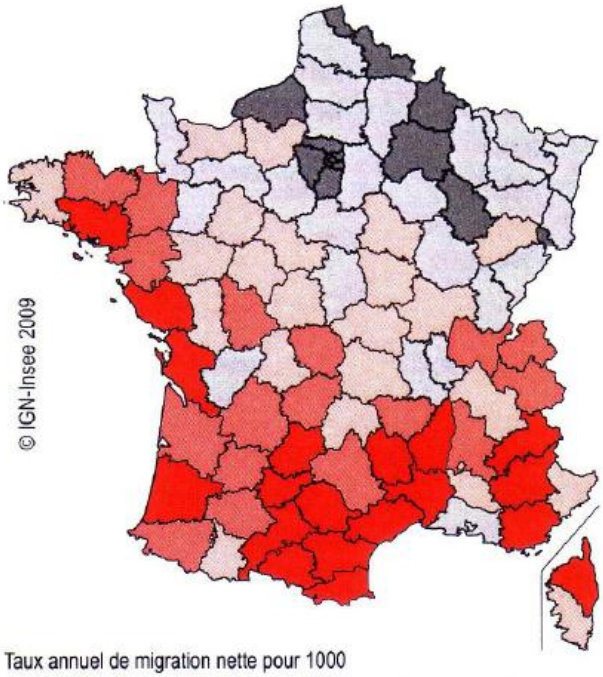
Les deux cartes que j'ai empruntées à Hervé le Bras montrent bien l'énorme contraste qu'on a entre la France de 1990-1999 et la période suivante, et je pense que si on allait sur 2010, je n'ai pas les cartes les plus récentes, ce serait encore plus flagrant. Ce qui reste de la fameuse diagonale aride, c'est plutôt un petit bout entre la Haute-Marne et le Cantal. Mais tout le reste est en croissance, et en croissance forte. Les taux de croissance par taille de commune entre la décennie 1990 et la première moitié des années 2000, montrent que les champions de la croissance, ce sont les communes de 1000 à 5000 habitants. Ça correspond à l'expérience visuelle qu'on peut avoir du territoire, mais il faut voir que c'est un phénomène de masse. Tout le monde pensait que le scenario français serait celui de l'Espagne, c'est-à-dire d'un pays qui se vide complètement au profit de la côte et des capitales, et en réalité on est plutôt aujourd'hui dans un scenario de type allemand, alors qu'on part d'une structure urbaine très différente, qui est celle d'une diffusion de l'habitat sur l'ensemble du pays.



VELTZ Club V&A

Le basculement vers le sud et l'ouest des migrations interdépartementales sur 5 ans est spectaculaire. A cela on pourrait rajouter les chiffres du présentiel : les données INSEE ne vous donnent pas la population réelle, mais la population recensée. Mais évidemment la population moyenne sur l'année est très différente, notamment dans le midi.

① Migrations interdépartementales de la population totale (migrations résidentielles sur 5 ans)



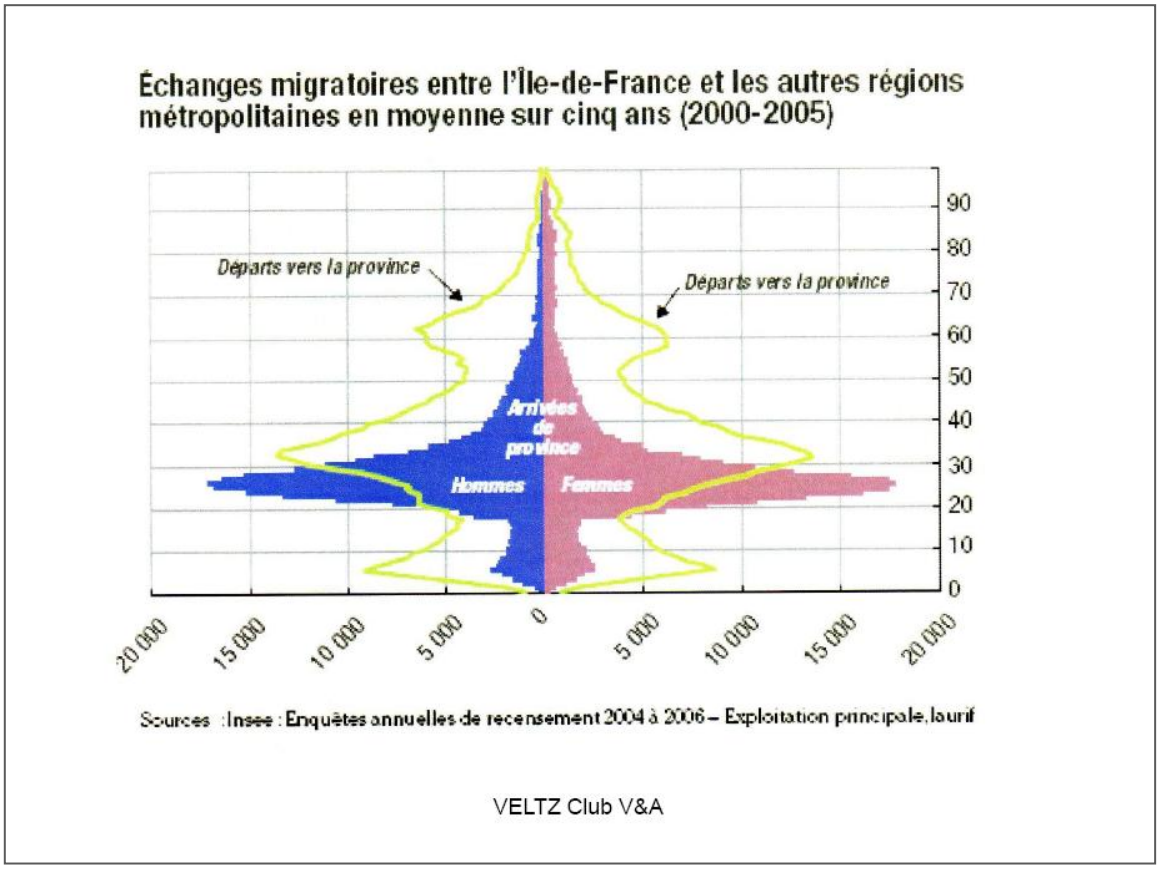
Taux annuel de migration nette pour 1000

■ 6,8 et plus ■ de 3,4 à moins de 6,8 ■ de 0 à moins de 3,4
■ de – 3,4 à moins de 0 ■ moins de – 3,4

Source : Insee, Recensement de la population de 2006.

Les migrations résidentielles en Ile de France sont aussi très instructives. On voit très bien le processus : la pulsation d'Ile de France continue à drainer massivement des jeunes entre 20 et 30 ans, pour les études et puis on reste un petit peu. Ou alors on est jeune postier, on est nommé à Paris et puis on se fait une raison, en attendant de revenir au pays. Et puis les départs, on voit qu'ils sont extrêmement importants et très largement supérieurs aux arrivées dès la tranche 30-50 ans, donc au moment où on est censé être le plus productif, avec une nouvelle pointe au moment du départ à la retraite, et même un déficit d'enfants, puisque les jeunes ménages emmènent avec eux en général leurs enfants quand ils quittent Paris. Il est rare qu'ils les laissent à la garde des concierges.

Paris reste le cœur du système métropolitain français, parce que je ne l'ai peut-être pas assez souligné, mais l'ouverture sur l'économie internationalisée, marchande etc., est quand même particulièrement forte dans les métropoles, et particulièrement forte en Ile de France. C'est la région la plus « privée » de France, bien qu'elle concentre les administrations. C'est une région qui représente 20% de la population, 30% du produit national, ce qui veut dire qu'en termes statistiques, le francilien est 1,5 fois plus productif que le français moyen, non pas parce qu'il est plus intelligent, plus travailleur, mais parce qu'il y a un effet métropolitain. Pour autant, il y a une redistribution massive et surtout, beaucoup de gens n'ont plus envie de participer à cette économie très productive, parce que les conditions de vie sont devenues extrêmement défavorables, et que la comparaison qualité-prix entre Paris, Nantes, ou Lille maintenant, enfin toutes les villes de province, est devenue extrêmement défavorable à Paris.



Les défis posés aux politiques publiques

Je conclus sur les grands défis. Je ne vais pas les énumérer tous et les développer, car c'est l'essentiel de mon livre et il faut quand même que je vous laisse l'envie de le lire. J'ai donc listé quelques grands défis.

S'agissant de l'innovation, une chose me paraît extrêmement importante pour le pays, et très sous-estimée, c'est l'importance de garder un tissu industriel modernisé. C'est ce qu'on est en train de perdre, et c'est dramatique car cela peut remettre en cause cet équilibre davesien, car la grande question est quand même de savoir si ce grand partage, tout ce système territorial que je vous ai montré, qui malgré tout ne survit pas si mal dans la crise, est durable. Les wagons vont suivre tant qu'il y a des locomotives, tant qu'il y a du foyer dans les locomotives et que ça marche. Si on perd notre substance industrielle, j'en suis absolument convaincu, c'est tout le système français qui va aller mal. La reconversion vers le tourisme (je n'ai pas lu le livre de Houellebecq mais je crois que c'est de cela qu'il parle), c'est ce que j'ai appelé le devenir-Venise dans mon bouquin, est un scenario qu'il faut prendre très au sérieux. C'est quelque chose qui est en train de se passer dans une partie du pays et qui risque de conduire à l'appauvrissement du pays. Je ne dis pas que c'est mal, mais c'est à coup sûr l'appauvrissement du pays. S'il y a une seule loi, à ma connaissance, qui fonctionne en économie, c'est le lien sur le moyen terme entre l'élévation de la productivité et l'élévation des niveaux de vie. Si on n'a plus d'élévation de la productivité, si on est uniquement dans des services à faible productivité, à faible valeur ajoutée, c'est l'ensemble du pays qui va s'appauvrir.

Ce sujet est lié à la nécessité d'avoir de nouvelles approches de la restructuration au niveau territorial et à la nécessité de repenser la société de service. Les services aujourd'hui sont à faible productivité, à faibles revenus, et donc, évidemment ils créent beaucoup d'emplois, alors que l'industrie en créé peu, mais cela ne suffit pas de créer beaucoup d'emplois, encore faut-il qu'ils soient qualifiés et correctement rémunérés.

Je termine, en posant la question de la réflexion sur le lien aménagement du territoire et aménagement des villes. Comme vous l'avez vu, il n'y a plus un problème des villes d'un côté et de l'autre un problème de territoire. Je pense que c'est ce que vous dira Lussault quand il viendra. Au fond, c'est tout le territoire français qui s'est métropolisé. Je dis aussi parfois qu'il faudrait parler de la métropole française ou même de la ville France, vu de loin. Donc il me semble qu'il est essentiel d'accorder ces deux types de réflexion.

Premièrement, il faudrait en finir une fois pour toutes avec l'urba-phobie profonde de ce pays. François Ascher avait écrit un livre qui résume bien la situation, *La République contre la ville*. Cela reste très profond en France. Bernard Marchand a écrit un livre très polémique mais extrêmement intéressant sur l'urba-phobie, où il montre à quel point c'est une tradition de pensée très ancrée en France, qui existe dans d'autres pays aussi, et qui est un des noyaux durs de la pensée réactionnaire dans ce pays. C'est un des grands thèmes de la droite et de la droite extrême en France, depuis longtemps, et qui au fond, dans une large mesure, a perduré. On cite souvent sans jamais le lire le fameux livre de Gravier, *Paris et le désert français* : lisez-le dans son édition non expurgée, parce que dans les éditions ultérieures, le livre a été expurgé. Gravier était un vichyste militant et le livre a par moments des consonances racistes, c'est vraiment un livre difficile à supporter par moments.

Dans tout cela, il y a évidemment l'idée que la campagne c'est mieux parce que ça protège des vices urbains. Mais il y a aussi la référence explicite ou implicite à Paris qui joue un rôle majeur. L'urba-phobie générale française est doublée de la parisiano-phobie. Paris est l'ennemi à abattre. La DATAR (j'ai beaucoup travaillé avec la DATAR et j'aime beaucoup la DATAR) a fait sa révolution culturelle d'une certaine façon, mais pas complètement. Je pense que dans les gènes de l'aménagement du territoire à la française, il y a toujours cette idée qu'il faut brider Paris parce que brider Paris c'est servir la province. Ce qui est absurde dans une économie ouverte. Paris n'a pas besoin d'être bridée, Paris a besoin d'être dopée, si on veut garder une métropole active à l'échelle du monde et qui tire le reste de l'économie française avec les autres métropoles, il faut faire en sorte que les parisiens aient envie de rester à Paris. Quand je parle des parisiens, c'est les grand-parisiens, vous m'avez tous compris. On continue aussi à payer, même si c'est un peu lointain maintenant, le fait que la Troisième République a fait le choix de la paysannerie, de l'alliance avec le monde rural, qui continue à perdurer. Paris c'est aussi le symbole de l'intégration difficile, douloureuse, sanglante, des ouvriers à la nation française. Il ne faudrait pas oublier que l'histoire de Paris au XIXème siècle, c'est l'histoire des massacres, des traumatismes dont on n'a plus idée aujourd'hui, mais qui quelque part restent présents. Paris a été extraordinairement mal traitée par tous les gouvernements successifs, contrairement à ce qu'on raconte. Si la banlieue parisienne est dans cet état là aujourd'hui, c'est parce qu'il y a eu sur une longue période un déficit majeur, on peut le montrer chiffres en main, d'investissement sur l'Ile de France. On est toujours dans l'association des banlieues aux classes dangereuses, dont parlait déjà Chevalier à l'époque.

Deuxièmement, je crois qu'il faut maintenant qu'on réfléchisse le développement urbain à la grande échelle. On est toujours en retard d'une guerre, on est toujours en retard sur la réalité des choses. Les périmètres des SCOT ne sont pas à la bonne échelle. Pour le SCOT de Lyon auquel j'ai eu le plaisir de participer un peu, le périmètre était à peine dessiné qu'on s'est aperçu que si on voulait couvrir à peu près l'agglomération de Lyon, il fallait faire un inter SCOT entre le SCOT de Lyon proprement dit et les dix SCOT périphériques, ce qui est une perte d'énergie pure et simple. On créé de l'entropie pour rien. La réalité c'est qu'il faudrait faire le SCOT à l'échelle de Lyon-Grenoble-St-Etienne, en tout cas Lyon-St-Etienne et probablement à une échelle plus large.

Ariella Masboungi

Est-ce qu'on sait le faire ?

Pierre Veltz

Oui, on sait le faire. Il n'y a aucune raison qu'on ne sache pas faire. D'une certaine façon, c'est là que l'aménagement du territoire au sens classique pourrait nous apporter. Les OREAM qu'on faisait dans les années 1970, quand j'ai commencé à travailler, avaient une meilleure échelle que ce qu'on a fait après. Il s'agissait en fait de schémas de développement urbain, l'OREAM Nord-Pas-de-Calais incluait tout le Nord et le Pas-de-Calais. C'est évidemment ça l'échelle aujourd'hui. Je pense qu'il y a eu un recul par rapport à cela. Il faut arriver à considérer la France comme une métropole et il faut aussi en finir avec ces relations de concurrence totalement anachroniques entre Paris et les métropoles provinciales. Celles-ci se sont en partie construites contre Paris, et certaines ont des griefs historiques évidents (Lyon peut légitimement nourrir d'énormes griefs historiques vis-à-vis de la capitale). Mais, il serait bien que, vu de Shanghai, il y ait une métropole française. Dans cette métropole il faudrait inclure Genève et Bâle, ainsi que les relations avec nos territoires frontaliers dans le nord et l'est de la France.

Troisième et dernier point, il y a quelque chose à repenser entre l'urbain et le rural, pas seulement à cause de l'agriculture. Comme vous le savez, l'agriculture est devenue une activité minoritaire dans le monde rural, même si elle reste structurante sur les paysages et sur la politique. Mais l'industrie est aujourd'hui essentiellement rurale, elle a été chassée de plus en plus loin des villes, et il est évident qu'il y a une symbiose de fait qui existe aujourd'hui entre ces tissus métropolitains de plus en plus étendus et l'espace rural. L'espace rural, s'il marche, c'est parce qu'il est sous l'influence des villes et qu'il travaille en symbiose avec elles. Or toutes nos institutions politiques, toutes nos façons de penser continuent de fétichiser la distinction entre l'urbain et le rural, qui n'a plus de réalité dans la vie des gens.

Pierre Mansat

Je voudrais d'abord dire que je suis très honoré mais surtout très impressionné d'être le discutant. Comme je ne me sentais pas assez solide pour rebondir sur la présentation orale de Pierre Veltz, je me suis replongé dans son livre, et ce que je vais dire est plus lié à l'ouvrage qu'à la présentation orale de Pierre. L'autre remarque c'est que je suis un élu, je ne suis pas en charge de l'économie, ni de l'innovation, je suis un élu en charge d'une mission politique de constitution de la métropole. J'ai donc essayé de saisir modestement quelques idées de Pierre Veltz et de voir en quoi elles sont opérantes et en quoi elles interrogent la façon dont on se comporte, dans la métropole parisienne, dans le Grand Paris.

Tout de suite, peut-être une remarque sur les deniers mots de Pierre. Sans doute que l'urba-phobie ou la parisiano-phobie sont pour quelque chose dans le fait que jusqu'à une période très récente, c'est-à-dire jusqu'à 2008, on n'a pas appliqué à Paris et à sa métropole les qualificatifs de métropole. A l'exception d'un manifeste publié en 1989, qui s'appelait *75 021, manifeste pour une métropole parisienne*, la métropole reste un concept tout à fait inconnu jusqu'à son succès. Maintenant, tout devient très métropolitain, comme un qualificatif magique qui serait censé résoudre les problèmes. On voit l'effet de cette parisiano-phobie au sens large, dans le fait qu'on continue de fonctionner avec des idées sans doute plus très efficaces aujourd'hui : Paris et sa banlieue, le centre et la périphérie, toutes choses qui ne rendent pas compte de la réalité de ce qu'est cette grande métropole. L'actualité m'incite à parler de cela : le défaut en matière d'investissement est absolument majeur, dans les systèmes de transport collectif. On vient de passer 40 ans pendant lesquels la seule infrastructure puissante qui a été réalisée, c'est la ligne 14 du métro. On vient de passer 40 ans de non-investissement massif dans les transports, alors qu'il s'agit d'une métropole qui, malgré ses problèmes démographiques, est en plein développement.

J'ai repéré trois idées dans l'ouvrage de Pierre Veltz.

D'abord, autour de la réinvention de l'action publique locale, ou ce que Pierre appelle une philosophie repensée de l'action publique. Le premier mérite de Pierre, c'est de ne pas céder à un fatalisme politique. Au contraire dit-il, les territoires peuvent développer des réponses aux défis de la mondialisation, mais à condition d'engager une révision des certitudes. Par exemple, il n'est pas possible de répondre uniquement à ces défis par ce qu'il appelle le colbertisme high-tech. Sauf à réviser l'action publique locale, l'économie de la connaissance risque de se transformer définitivement en miroir aux alouettes. Et Pierre a bien insisté sur la nécessité de travailler sur ce qu'il appelle le tissu industriel traditionnel modernisé. Cette réinvention de l'action publique s'appuie sur une lecture fine des transformations en cours. L'aptitude à bâtir des cadres d'action collective est ainsi présentée comme un facteur essentiel permettant le déploiement d'un dynamisme productif. Je dirais que ce que nous avons créé avec Paris métropole − qui est une scène politique nouvelle constituée par 170 collectivités, prenant en compte toutes les échelles d'assemblées, de la région au département, des communes aux intercommunalités − participe bien de cette ambition qui est de valoriser collectivement les atouts différenciateurs des territoires de la métropole sans pour autant entrer dans l'exaltation de la compétitivité des territoires, ce qui est bien souvent un défaut ou une maladie partagée par les élus locaux.

Le deuxième groupe de remarques concerne la transformation du modèle du développement local : la question de la qualité de vie, le travail sur la confiance des territoires, et puis la proposition d'élaborer une solidarité réflexive, à défaut d'être organique. Pierre l'évoquait à propos de la métropole parisienne. Il s'agit de cette idée selon laquelle les politiques locales ne peuvent pas durablement se donner pour objectif de capter les ressources dans un jeu concurrentiel, parce que c'est un jeu qui est mortifère. Pierre Veltz nous dit qu'il faut valoriser des objets politiques qui sont essentiels, et qui sont souvent sous-estimés. Il cite la qualité de vie et il cite également le rôle de la confiance. Cela me semble tout à fait adapté à la situation que nous connaissons à Paris. La construction métropolitaine

s'est faite parce que d'une certaine façon, Paris a su reconstituer ou constituer la confiance. Peut-être parce que l'histoire était celle de la dissociation de Paris et de la banlieue, seule Paris pouvait rétablir la confiance, et c'est ce que nous avons essayé de faire à partir de 2001. Etablir cette relation de confiance a permis l'éclosion du printemps métropolitain : le moment où l'on sort du quant-à-soi local et du quant-à-soi territorial, où l'on sort de l'égoïsme pour se poser des questions très concrètes. Bien sur c'est un mouvement en création, ce n'est pas du tout un acquis, je pense que le localisme a malheureusement encore de beaux jours devant lui. Mais ce sont des cas très concrets, par exemple l'affaire de la Défense, celle des clusters de la création et des clusters scientifiques, qui ont mené au développement métropolitain. Cela se fait, il est vrai, à défaut d'un sentiment d'appartenance à la métropole, qu'il faudrait beaucoup travailler. Ce n'est pas forcément le cas car on manque d'outils de représentation, d'outils qui favorisent ce sentiment d'appartenance à la métropole, mais c'est bien l'un des biais par lesquels peut se créer cette solidarité réflexive que tu appelles de tes vœux.

La troisième remarque concerne les institutions. Dans ton livre, tu soulignes chaque fois la spécificité de la métropole parisienne, ou de l'Ile-de-France, mais tu n'entres pas dans le détail, tu ne te confrontes pas à cette spécificité. Je souhaiterais t'interroger : est-ce que tu penses que ce que tu proposes pour la France, c'est-à-dire la nécessité d'inventer sa propre trajectoire, de refuser des solutions toutes faites, de privilégier un chemin politique qui tienne compte des différentes caractéristiques du système français (la force paradoxale de l'Etat français, la crise de l'Etat territorial, la décentralisation ambigüe, les pouvoirs urbains éclatés, une faiblesse relative des régions ou en tout cas des régions en développement) peut s'appliquer à la métropole parisienne ? Ou bien selon toi est-ce que cette métropole a des caractéristiques et des atouts qui peuvent poser de façon différente cette question là ? Pour moi, il y a quelque chose qui est assez clair : cette voie, qui d'une certaine façon est confusément mais malgré tout réellement entamée par le chemin tracé par Paris métropole (et qui pourrait d'ailleurs trouver un très bel emboîtement avec l'atelier international du Grand Paris, dont nous appelons le renforcement et l'extension de la capacité de production), n'est possible que si Paris accepte d'assumer un leadership, et là je parle de la ville de Paris. Si on reprend les trois blocs d'idées que j'avais repérés dans ton propos, ces trois blocs d'idées ne peuvent se mettre véritablement en mouvement que si Paris et véritablement partie prenante de ce mouvement.

Pierre Veltz

C'est vrai que je n'ai pas du tout abordé l'aspect institutionnel des choses, qui est très présent dans mon livre, mais qui est peut-être la partie dont je suis le moins sûr. On est resté longtemps dans une conception où on attendait un peu tout de l'Etat. La DATAR première phase, l'aménagement du territoire, c'est l'Etat qui fait les grandes opérations et les territoires reçoivent plus ou moins. On a ensuite basculé un peu vers l'autre extrême : l'Etat devenait impuissant, et le développement local est devenu le socle idéologique qui a repris le dessus, avec les idées du développement endogène, le constat qu'il faut compter sur ses propres forces. Il y a tout un contexte d'idées internationales là-dessus, autour du développement endogène, mais en France on a privilégié une conception du développement territorial très concurrentielle : il s'agit d'essayer d'attirer chez soi le plus de ressources possibles, ce qui n'est pas tout à fait la même chose que d'essayer de développer le plus possible ses propres potentialités. Dans notre contexte national, où le territoire est dominé par des processus de redistribution publics ou privés, la question du développement territorial s'est posée surtout sous la forme de l'attractivité. Il s'agit de savoir comment on développe sa capacité d'action pour arriver à obtenir la création d'une université là où il n'y en avait peut-être pas besoin, comment on se débrouille pour attirer telle ou telle structure touristique ou culturelle, etc. Tout cela est très bien mais assez différent d'un discours sur l'idée d'un potentiel humain, technologique, historique qu'il faudrait essayer de booster. Or on voit bien que le jeu concurrentiel a ses limites. D'ailleurs, ce que l'on voit aussi à l'échelle internationale, c'est la surenchère pour faire venir les entreprises. On voit ce que la surenchère

fiscale a donné en Irlande : cela marche très bien pendant un certain temps et puis après les problèmes commencent. Je propose une vision assez différente du développement territorial : les territoires, pris à la bonne échelle – pas les micro-territoires – pourraient être des laboratoires privilégiés pour inventer des solutions originales aux défis de la transition évoqués tout à l'heure. Par exemple, pour revenir sur la question des restructurations industrielles : on a un appareil législatif et réglementaire hyper fourni et pourtant cela ne marche pas bien. On est loin d'être parmi les pays qui reclassent le mieux les gens qui sont en difficulté, et ce n'est pas faute d'avoir des règlements, des dispositifs, et même tout un secteur de consultants, que d'autres pays souvent n'ont pas. Pourquoi ? Parce que compte tenu de cette faible mobilité dont j'ai parlé, ce sont à l'évidence des sujets qu'il faut traiter à l'échelle régionale, à l'échelle des grands bassins d'emploi, pas à la micro-échelle mais pas non plus à l'échelle nationale. Il y a aussi tout un chapitre dans mon livre sur la reconversion énergétique et écologique, qui est évidemment à la fois un défi mais aussi une formidable opportunité pour relancer de nouvelles dynamiques productives, sociales, et même culturelles. Là non plus, il n'y a pas de réponse standard à l'échelle nationale. Je suis profondément décentralisateur de ce point de vue là. Je pense que les bonnes échelles sont les échelles soit métropolitaines, soit régionales, mais au sens large, en incluant les zones rurales. Je fais un plaidoyer dans le livre pour l'échelle régionale. Je sais très bien qu'au moment où j'ai écrit le livre, il n'était déjà pas dans le vent de l'histoire. Aujourd'hui encore moins. Il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour décrypter que toutes les évolutions institutionnelles qu'on nous annonce ne vont pas véritablement dans le sens d'un renforcement d'une échelle régionale. Les régions, à l'image de ce que l'on voit dans d'autres pays qui sont plus fédéralisés (mais avec aussi les défauts du fédéralisme), devraient jouer un rôle beaucoup plus important, à condition d'être différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui. Il faudrait revoir le système électif, il faudrait revoir beaucoup de choses, il faudrait leur donner véritablement des moyens. Je suis obligé de reconnaître que, même si je pense que j'ai raison là-dessus, ce n'est pas trop dans l'air du temps. Chaque fois qu'on dit qu'il faudrait faire une réforme institutionnelle, on dit qu'il faudrait renforcer les agglomérations et les régions, au détriment des communes et des départements, mais à chaque fois ce sont les communes et les départements qui gagnent….

Pour répondre à ta question sur la région parisienne, quand j'ai écrit le livre, je connaissais moins bien qu'aujourd'hui l'Ile-de-France, donc je ne suis pas rentré dans les mécanismes détaillés. Je partage largement ton point de vue et je pense que l'Ile-de-France à l'échelle de 10 millions d'habitants, et même plus parce qu'il faudrait avoir une vision très large de la métropole, ne peut pas relever des mêmes institutions que Rhône-Alpes ou Aquitaine. Il y a véritablement une spécificité, et il faudrait prendre pour référence, sans vouloir copier, les très grandes métropoles à l'échelle internationale. Les points que tu as évoqués, je les partage tout à fait. L'immense difficulté, c'est de faire émerger une vision métropolitaine des choses. Saclay, c'est un projet métropolitain, c'est un projet central au sens de la géographie, ce n'est pas quelque chose qui doit se faire dans la périphérie, avec simplement des communes et des intercommunalités locales. C'est très bien qu'elles soient impliquées dans le projet mais c'est un sujet fondamentalement métropolitain, et je trouve que la ville de Paris devrait s'en saisir, et autrement que de manière polémique, je le dis comme je le pense. Je pense qu'en Ile-de-France, il serait bien d'avoir quelques très grandes intercommunalités puissantes allant dans le sens des communautés urbaines, et peut-être une sorte de parlement qui les réunirait. Je pense qu'une structure chapeau serait utile, et cette structure pourrait très bien être la région mais à condition qu'elle soit redéfinie.

Ariella Masboungi

Je voulais mettre l'accent sur ce que tu viens de dire et qui me parait très important pour beaucoup d'aménageurs qui sont ici : c'est l'importance d'accompagner et d'infléchir les mouvements imprévisibles de l'économie comme tu le dis, mais à l'opposé des plans projetés d'avance. Il s'agirait au

contraire de tirer parti des potentiels des territoires. Cela rejoint assez bien la manière dont travaille par exemple Laurent Théry, qui préside ce Club Ville Aménagement, qui a eu le grand prix de l'urbanisme principalement pour avoir su saisir ce qui se passait sur un territoire et l'amplifier, alors qu'habituellement on attend que la manne vienne d'en-haut ou alors on joue les mêmes cartes que les cartes internationales. Je pense que dans ton ouvrage, il y a une mine sur ce thème, celui de savoir se fonder sur les richesses et les potentiels locaux pour inventer les programmes de demain. Cela me parait être un message essentiel.

Maintenant, si vous le voulez bien, on va prendre quelques questions de la salle.

Patrice Obert, mairie de Paris

Si j'ai bien compris ce que vous avez dit, sans avoir lu le livre, vous nous invitez à ce que la France soit traitée comme une métropole, ce que je trouve assez provocateur : est-ce que la métropole au niveau international ne serait pas plutôt un triangle entre Paris, Londres et Francfort ? D'autant que dans votre troisième partie, vous nous expliquez que les régions liées au marché exportateur sont les régions qui dépérissent, alors même que vous nous avez dit que les métropoles s'en sortaient mieux dans la crise que les autres zones. Pouvez-vous nous préciser ce point, et essayer de nous démontrer que la France est vraiment une métropole ?

Michel Rousselot, ancien directeur de l'établissement public d'aménagement de la Ville nouvelle de Marne la Vallée

Je voulais intervenir sur les perspectives de reconversion ou de développement de l'emploi au niveau intermédiaire. On décrit souvent assez facilement les perspectives plus ou moins exaltantes qui sont réservées aux gens de très hautes compétences, et qui peuvent participer à la grande compétition internationale. On décrit aussi assez facilement le secteur des services, et notamment des soins à la personne, généralement d'ailleurs avec des niveaux de compétence moyens ou faibles. Qu'y a-t-il entre les deux ? Comment est-ce que les compétences moyennes peuvent trouver à s'employer dans cette transition ?

Laurent Théry, directeur de la SAEM Euralille

Je voulais revenir sur la question de la grande échelle, parce que je trouve extrêmement intéressant les propos que Pierre Veltz nous a tenus, et l'échange avec Ariella sur la possibilité de travailler à grande échelle, sur le SCOT de Lyon par exemple. Tu réponds que c'était possible à l'époque des OREAM par exemple. C'est une époque où on traitait l'économie d'une façon distincte de l'urbain, la DATAR c'était l'économie et puis l'urbain c'était le ministère de l'équipement : il y avait une frontière entre les deux. Cette échelle des grands territoires avec les OREAM existait aussi à l'époque d'avant la décentralisation. La décentralisation, comme elle a été vécue par les communes et les départements, a fait exploser ces échelles qui ne correspondaient plus à l'organisation des institutions territoriales. Aujourd'hui on tend à baisser les bras parce qu'à chaque fois qu'on parle du couple région-agglo on sait qu'on en revient au couple département-commune, mais est-ce qu'on peut baisser les bras ? C'est absolument l'inverse, l'opposé que tu tires de tes réflexions, aussi bien à l'échelle urbaine qu'à l'échelle des grandes métropoles. Il me semble que s'il y a des expérimentations nécessaires, c'est bien à l'échelle des grands territoires qu'il faut les mener. Il faut être capable de développer une ingénierie qui soit une ingénierie qui relie le monde de l'urbain et le monde de l'économique, et qui permette d'aller vers des prises en compte de cette véritable grande échelle qui est celle dont nous avons besoin demain.

Christophe Bayle, chef de projet à la SEMAPA

Vous avez commencé votre exposé en parlant de l'immobilité qui était la caractéristique du territoire français, mais vous n'avez pas beaucoup développé les qualités de cette immobilité. Est-ce qu'il y en a ?

Pierre Veltz

Je vais essayer de prendre les questions dans l'ordre. Les questions sont difficiles, je n'ai pas forcément toujours la réponse.

Est-ce que la France est une métropole ? Il n'y a pas de réponse objective et analytique à ça. Est-ce qu'il est intelligent de bâtir les politiques comme si la France était une métropole ? Je pense que oui. Ce que je veux dire par cette métaphore, c'est qu'à l'échelle internationale nous ne valorisons pas l'atout que représentent les complémentarités, les synergies entre nos grandes métropoles à deux ou trois heures de Paris et Paris. Michel Serres disait l'autre jour quelque chose de bon sens : la France est une ville dont le TGV est le RER. C'est de plus en plus vrai. Il y a des formes de complémentarité entre ces métropoles, à l'intérieur de tout le tissu qui structure aujourd'hui la France. Il y a une convergence évidente des niveaux de vie. Le mot province aujourd'hui n'a plus de sens quand on est à Nantes, à Rennes, même si on continue à s'enfermer dans des oppositions. En même temps j'ai le sentiment que les choses bougent un peu. Ce n'est pas du tout le genre de relations qu'on peut avoir avec Londres ou avec d'autres villes. On a là une configuration extrêmement originale à l'échelle mondiale, quand on regarde ça de loin : on a un tissu de villes, c'est l'originalité française, avec un grand hub qui est Paris – qui a les inconvénients des hubs mais aussi leurs avantages. Les Allemands, avec leurs villes complémentaires, passent leur vie dans les avions ou dans les trains parce que les réunions doivent tourner d'un endroit à l'autre. Chez nous, c'est très pratique de faire des réunions à Paris pour tout le monde. Il faudrait qu'on arrête de considérer que c'est mal. Je suis prêt à défendre cette métaphore que maintenant la France devient une ville, une ville ouverte avec en plus cet avantage complémentaire qui est que Toulouse et Bordeaux nous articulent avec le monde hispanique, Nice nous articule avec le monde italien, Marseille nous articule avec le monde méditerranéen, Lille nous articule avec le monde du nord, Strasbourg avec le monde germanique. Il y a là une richesse potentielle considérable. Je suis utopiste mais je rêve d'une conférence des métropoles qui prenne en charge ensemble un certain nombre de grands sujets pour la France, au lieu de faire des batailles de frontières qui sont à mon avis d'un autre âge.

Vous avez remarqué aussi qu'il y a une petite contradiction dans mon propos : les métropoles sont aujourd'hui les plus insérées dans le tissu international et ce sont les régions les plus exposées qui souffrent davantage que les régions protégées. Mais il y a une anomalie. En 1993-1994, il y a eu un creux très marqué, l'Ile-de-France a souffert plus que les autres régions, de même que Londres : on comprend assez bien cela, dans la mesure où ces villes sont plus exposées aux conjonctures internationales. Les crises sont moins amorties que dans l'économie de Mont-de-Marsan ou d'autres villes. Or cette fois-ci, bizarrement, les économies métropolitaines ont mieux résisté, au moins jusqu'à présent. C'est vrai en France mais aussi pour Londres – où, il est vrai, ils ont de facto dévalué la livre, ce qui a bien aidé – et pour New York. Certains chercheurs pensent que tout cela est transitoire, qu'on ne perd rien pour attendre, que si la crise se prolonge, l'Ile-de-France va souffrir davantage. D'autres disent que non, que c'est le signe d'une nouvelle époque où l'économie forte est devenue réellement métropolitaine. C'est la thèse d'un certain nombre de chercheurs étrangers. Il y a des américains qui se

sont interrogés aussi pour savoir pourquoi New York s'en sortait vraiment nettement mieux que d'autres territoires.

La question de Rousselot est particulièrement difficile.

Première chose, il faut évidemment qu'on joue à fond la carte des emplois les plus qualifiés possibles. C'est le sens d'un certain nombre de projets, comme celui dont je m'occupe. Il faut absolument qu'on reste sur la carte mondiale, parce qu'aujourd'hui la carte des endroits qui aimantent les gens les plus brillants est mondiale.

En même temps, ce serait une illusion gravissime de penser qu'on va faire une économie qui fonctionne uniquement avec des bac +6, français ou étrangers. Les gens qui pensent qu'avec nos clusters high-tech, qu'ils soient dans les bio-tech à Lyon ou à Saclay, nous allons créer massivement de l'emploi et générer de la croissance forte à court-terme, se trompent. Si on dit ça aux gens, c'est irresponsable. On prépare l'avenir mais on prépare l'avenir à 15-20 ans. Lyon a mille fois raisons de miser sur les bio-tech, j'approuve à 150%, mais en même temps Lyon a un tissu industriel traditionnel qu'il est également vital de préserver. La vallée de la chimie de Lyon réclame une réflexion urgente, parce que ce n'est pas en mettant la tête sous le sable que les problèmes vont se régler.

Une vraie question, c'est quid de l'emploi dans les services ? J'ai cité tout à l'heure l'histoire des ouvrières à qui on proposait d'aller dans les services à la personne, et pour qui ces emplois n'étaient pas différents de celui de femme de ménage – même si ce sont des jobs très difficiles et très qualifiés que de s'occuper de personnes âgées ou d'enfants. Tout le problème est de savoir comment faire pour que ces emplois, qui sont ceux qui sont créés aujourd'hui le plus massivement, soient des emplois dont la qualification soit effectivement retenue, soutenue, équipée, qu'on ait des normes de qualité et de certification. Quand vous êtes dans un tissu traditionnel, une petite ville rurale, vous avez une garantie de qualité parce que vous connaissez les gens. Alors que quand vous êtes dans un milieu urbain, vous n'avez aucune garantie de qualité sur les gens. Donc il faut des processus de certification, il faut des processus de montée en qualification par rapport à ça. On a potentiellement dans la société dite tertiaire des gisements d'emplois de grande qualité. Mais aujourd'hui, les emplois de service sont en moyenne nettement moins productifs et nettement moins bien payés que les emplois industriels. Et il faut absolument comprendre que si on ne maintient pas des emplois industriels de qualification moyenne, on va avoir de très gros problèmes. C'est un peu ce qui est en train de se passer. On a un tissu de PME extraordinaires en France, mais que personne ne connaît. Les élites françaises, je n'aime pas ce terme mais les chefs, ceux qui gouvernent la France, à part quelques exceptions, ne connaissent pas l'industrie. Pour eux, c'est ringard. J'ai enseigné dans les écoles d'ingénieurs et à Sciences po, je leur demandais combien il y avait encore d'ouvriers en France : 60 000, 600 000 ou 6 millions ? Certains m'ont dit 60 000. Ils n'en connaissaient pas, vous me direz, donc ils extrapolaient. La majorité a dit 600 000. C'est extravagant. L'Allemagne est le seul pays européen à être aujourd'hui dans une position à peu près favorable. Pourquoi ? Parce qu'elle a une industrie qui est très liée au territoire, très liée aux petites villes moyennes. C'est très provincial mais ça marche. Ça montre d'ailleurs que les théories du commerce international qui seraient uniquement liées au coût ne fonctionnent pas. Ils ont les coûts les plus élevés, les horaires de travail les plus favorables du monde, et avec cela ils arrivent à avoir un machine d'exportation absolument incroyable. Donc il n'y a aucune fatalité dans les délocalisations.

Ariella Masboungi

C'est culturel aussi, en Allemagne c'est très valorisé. Ce n'est pas désobligeant d'être ouvrier en Allemagne, ça l'est en France.

Pierre Veltz

Oui, et il y a dans chaque land et surtout dans les länder du sud un ministère du Mittelstand.

Laurent Théry, tu me dis que je suis défaitiste, si j'ai bien compris, en disant que finalement on n'y arrive pas, alors qu'à peu près tout le monde est d'accord pour dire que la bonne échelle c'est l'agglomération et la région, et j'ajouterais l'agglomération et la région se considérant comme les deux faces d'une même réalité. Si l'agglomération et la région se font la guerre, on est fichus. Une agglomération, une métropole et une région c'est la même chose. Je fais un plaidoyer dans mon livre pour une forme de remontée en puissance à la fois des agglomérations et des régions, point de vue que nous sommes nombreux à défendre. Mon constat est simplement qu'aujourd'hui, on ne voit pas les forces politiques militer dans ce sens là. Si je voulais être un peu polémique, je dirais que je ne vois pas non plus les régions s'organiser entre elles pour faire des propositions vraiment novatrices. Alors qu'il est évident qu'un certain nombre de sujets ne peuvent être traités qu'à cette échelle là. Alors, continuons le combat.

Sur l'immobilité, je pense qu'on a souvent une approche un peu moralisante de ce sujet. On dit que les Français sont immobiles, et ceux qui disent ça sont souvent ceux qui ne veulent pas bouger, qui trouvent normal qu'eux restent et que ce sont les ouvriers qui devraient bouger. C'est un choix de société. On n'est pas vraiment immobiles, on est moins mobiles que d'autres sociétés. Mais les cartes que je vous ai montrées soulignent qu'il y a quand même des mouvements résidentiels importants en France. Je pense que c'est un choix de société qui est respectable, mais là où ça devient gênant, c'est quand ça s'accompagne aussi d'une non-mobilité professionnelle. Des gens comme Jacques Attali font un éloge du nomadisme, de la mobilité, mais il y a des gens qui aiment ça, et d'autres qui détestent ça. Les Français sont un peuple de paysans qui aiment bien rester là où ils sont. Rester là où ils sont c'est souvent un comportement rationnel parce qu'on a ses amis, et on ne peut pas balayer ça d'un revers de main. Mais je pense qu'il faudrait que ça s'accompagne de davantage de mobilité professionnelle. C'est un autre chapitre que je n'ai pas écrit mais qu'il faudrait développer : on a un système de formation professionnelle qui ne marche pas bien, et les transitions professionnelles, en particulier d'un type de métier vers un autre type de métier ne fonctionnent pas.

Participant inconnu

Je suis d'accord avec beaucoup de choses. Mais il y a un élément qui rend parfois un peu obscurs certains de tes propos : c'est la question de savoir ce qu'on met derrière les termes urbain et métropolitain. Cette difficulté ne t'appartient pas, elle nous est commune. Moi je résous la question en disant que ce qui est urbain c'est ce qui est de l'ordre du bassin d'emploi. Donc ce n'est pas l'agglomération, c'est bien plus large. Et le propre des grandes agglomérations, c'est de ne pas avoir de bassin d'emploi unifié parce que trop grand. Mais cela n'en fait pas obligatoirement des métropoles. Par contre la métropole, je suis d'accord avec toi, ce n'est pas une agglomération particulière, c'est une aire qui connecte un certain nombre de bassins d'emploi, et qui partage un certain nombre de services métropolitains. J'ai aussi une conception géographiquement vaste de la notion de métropole, que je n'associe pas à une agglomération. Je pense qu'une bonne partie de l'ambiguïté de nos propos vient en fait simplement des termes. Il me semble effectivement que l'on vit un changement d'époque qui est lié aux changements économiques. On a eu une certaine façon de penser l'aménagement urbain et l'aménagement du territoire très dissociée : on était surtout soucieux de l'équilibre dans l'aménagement du territoire, et on était surtout soucieux du développement dans l'aménagement urbain. Et là on a un renversement assez complet, puisque maintenant, la question de l'équilibre est dans l'urbain – c'est l'intra-urbain – et cela devient problématique dans les agglomérations non unifiées. A l'inverse, les aires métropolitaines ont tout à gagner à rentrer en synergie. La question de leur équilibre devient seconde par rapport à la capacité de développer des synergies entre les bassins d'emploi, à des échelles et sur

des territoires qui sont toujours flous, au sens où l'urbain comme le bassin d'emploi comme l'aire métropolitaine, suivant la nature du service dont on parle, a des limites différentes. Donc il n'y a pas d'institution qui puisse cadrer. On est donc bien dans des problématiques complètement renouvelées, mais le préalable est de poser des définitions, parce que sinon on va se raconter n'importe quoi.

Hervé Leroy, société Bouwfonds Marignan immobilier

Vous savez que dans quelques mois à lieu le MIPIM, un grand salon de l'immobilier d'entreprise, qui est une formidable vitrine pour les territoires, pour les grandes métropoles. Des investisseurs et des utilisateurs du monde entier viennent y participer. Je suis frappé à chaque fois par le fait que chaque territoire, chaque micro-territoire vient présenter son projet, son tramway, etcetera. A quand un stand Paris et Saclay, et puis de la grande métropole parisienne ? On fait des progrès puisqu'avant il y avait un stand pour chaque SEM, donc aujourd'hui, on commence à voir des rapprochements, mais cela reste quand même, je trouve, à une échelle très réduite.

Ariella Masboungi

Oui, ou peut-être Paris et son agglomération, comme se présentent Londres et Berlin, effectivement.

Georges Amar, RATP

Trois thèmes : les échelles, la mobilité et l'immobilité, et puis la notion de transition.

Si le territoire devient ville, on peut se demander en même temps si la ville ne devient pas autre chose, et en particulier si ces questions d'échelle sont simplement des échelles de grandeur ou s'il n'y a pas du fractal, car parfois, ce n'est pas la même ville.

La question de la mutation des catégories, comme celle de l'urbain, touche aussi la mobilité. La mobilité est directement liée à la ville, donc c'est quelle ville de quelle mobilité ou quelle mobilité de quelle ville ? Il y a aussi du brouillage dans les catégories, par exemple mobilités résidentielles ou quotidiennes, également mobilité physique ou virtuelle, qui se mélangent et qui se croisent.

On voit que tout ça est en train de changer : en même temps qu'on change d'échelle, on change de nature d'objet urbain. Donc la transition dont tu parles, c'est une transmutation, c'est un grand mouvement de transformation profonde, qui fait qu'en effet les catégories classiques ne sont pas tellement adaptées. C'est pourquoi il peut y avoir parfois des impressions de bizarreries conceptuelles. Ces bizarreries sont liées au fait que les catégories conceptuelles sont en train de muter.

Pierre Veltz

Qu'est-ce qui est urbain ? Le fait qu'on se pose la question est déjà intéressant. On voit bien qu'on peut trouver des réponses différentes. Le problème n'est pas tellement de nommer les choses, le problème c'est de comprendre ce qui se passe. On devrait investiguer, comprendre un peu plus ce qui se passe dans ces territoires, toutes ces parties qui étaient en orange ou en jaune tout à l'heure sur mes cartes et qui sont vraiment au-delà du péri-urbain, et qui sont en croissance. Ne nous trompons pas, ce n'est pas parce que c'est en jaune ou en rouge sur la carte que ça représente énormément de monde. Quand vous avez des petites communes qui ont un taux de croissance de 10%, cela ne

représente pas énormément de monde, mais cela aboutit quand même à l'apparition de nouvelles catégories, de nouveaux modes de vie. Si on ajoute à cela la multi-résidence, qui est en explosion, notamment chez les jeunes retraités, il y a là un usage du territoire qui, sous l'angle des mobilités, devient extrêmement difficile à faire entrer dans les catégories classiques. On peut suspecter que cela représente beaucoup de déplacements, et que le schéma pourra être quelque peu remis en cause lorsqu'on aura un coût du pétrole sensiblement plus élevé qu'aujourd'hui, parce que les budgets transports de beaucoup de gens vont exploser. La pauvreté rurale et la pauvreté existant dans ces zones interstitielles – qui est d'ailleurs mélangée probablement de manière assez fractale, avec des ilots de richesse – sont un grand sujet. La grande difficulté est de décrire macroscopiquement ce territoire, si ce n'est en disant que la France est une espèce d'expérience urbaine et métropolitaine, grandeur nature, et vraiment à l'échelle du pays. Je le redis, je pense que le TGV a joué un rôle absolument majeur, et qu'avec les nouvelles possibilités de communication, on va assister à l'émergence croissante de modes de vie, de modes de mobilité, de modes d'usage du territoire très atypiques par rapport à nos catégories. En termes institutionnels, cela impose plus encore que par le passé de penser large. C'est vrai que la décentralisation a eu des effets bénéfiques, mais elle a aussi un peu sacralisé le principe territorial du lien entre la politique publique et le principe territorial, à des échelles qui souvent ne sont pas pertinentes, et dont il faudrait qu'on arrive à se dégager.